



5N Plus Rapport annuel 2019

Résilients. Responsables. Résolus.



MISSION À titre de chef de file mondial de technologie des métaux, notre mission, jour après jour, consiste à obtenir et à conserver le privilège d'être choisi par nos clients et par nos employés et digne de confiance auprès de nos actionnaires dans le cadre de nos efforts de déploiement d'une technologie fondée sur les ressources naturelles pour le mieux-être de l'humanité.

VISION À titre de chef de file mondial de technologie des métaux comptant des employés et des actifs partout au monde, nous sommes déterminés à inspirer nos employés et à les inciter à offrir collectivement un rendement remarquable ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources pour atteindre des résultats financiers concurrentiels.

Notre présence

Comme 5N Plus exploite plusieurs établissements répartis sur trois continents, elle bénéficie d'un positionnement stratégique en ce qui a trait aux ressources, aux fournisseurs et aux clients, faisant d'elle un solide maillon dans toute chaîne d'approvisionnement.

- Des employés sur trois continents
- Des usines de fabrication en Amérique du Nord, en Europe et en Asie
- Des bureaux de vente aux quatre coins du monde

Table des matières

1	Message aux actionnaires
4	Matériaux électroniques
6	Matériaux écologiques
8	Durabilité
10	Performance financière
12	Rapport de gestion
42	États financiers consolidés
52	Notes des états financiers consolidés
95	Conseil d'administration et Comité de direction
96	Renseignements supplémentaires



Arjang J. (AJ) Roshan
Président et
chef de la direction

À nos actionnaires,

Je dirais qu'en 2019, tous les éléments étaient réunis pour une tempête parfaite. Au début de l'exercice, nous pensions que 2019 serait une année charnière. Nous nous étions préparés à accéder à de nouveaux marchés grâce à nos initiatives de croissance et à affronter une plus forte compétitivité de nos activités de base en raison de la récente dynamique économique des marchés mondiaux. Pour ces raisons, nous nous attendions donc à enregistrer des bénéfices moins élevés qu'en 2018. Cependant, personne dans le secteur n'aurait pu anticiper les difficultés qui surviendraient ensuite, provoquées par le fléchissement fulgurant du cours des métaux mineurs. À titre d'exemple, le cours du bismuth, le métal le plus utilisé par 5N Plus dans la fabrication de ses produits, a chuté de 27 % au cours de l'exercice 2019 et, à la fin de l'année, était presque 40 % plus bas qu'en 2015, année où le prix du bismuth avait connu sa moins bonne performance.

Malgré ces défis et leur incidence négative sur les bénéfices, 5N Plus a enregistré une marge du BAIIA ajusté de 11 % sur des ventes d'environ 200 M\$ US. C'est en deçà de l'objectif que nous nous étions fixé. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des difficultés, ces chiffres reflètent une amélioration significative depuis le lancement de notre plan stratégique 5N21. Il ne fait aucun doute qu'il y a quelques années, pareilles difficultés auraient nui à la performance de la Société et entraîné des pertes majeures.

Depuis le lancement du plan 5N21, 5N Plus a noté des améliorations de ses indicateurs de performance. Le plan repose sur trois piliers :

1. Dégager une plus grande valeur des activités en amont

Investir dans des technologies de procédés afin d'extraire des matières premières complexes un éventail de métaux essentiels à la fabrication des matériaux utilisés dans nos activités en aval, et ce, à un coût inférieur au coût d'achat des métaux sur le marché au comptant.

2. Assurer une croissance soutenue grâce aux initiatives actuelles

Tirer parti des compétences de base de 5N Plus afin d'accroître l'offre de produits sur les marchés futurs; des activités à plus grande valeur ajoutée avec de plus faibles contributions des métaux au chiffre d'affaires total.

3. Maximiser la valeur des capacités et des actifs mondiaux

Optimiser les activités d'exploitation de la Société partout dans le monde, en concentrant nos efforts sur la réduction des coûts de production unitaires et du fonds de roulement, tout en gérant les risques.

Performance des activités en amont en 2019

En 2019, le prix sous-jacent de la plupart des métaux mineurs que nous utilisons dans la fabrication de nos produits a chuté à un niveau depuis longtemps inégalé, entraînant deux incidences importantes pour 5N Plus :

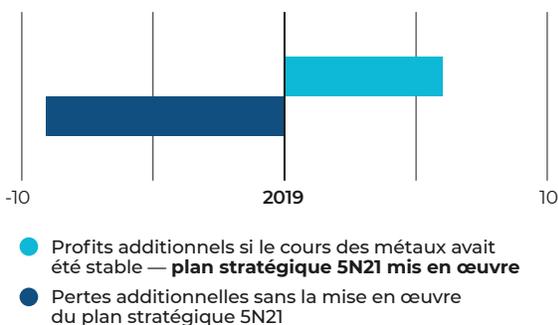
- Les marges liées aux produits en aval ont diminué, surtout dans le secteur Matériaux écologiques. Il faut noter que lorsque le cours d'un métal varie, la valeur du contenu métallique avant les activités à valeur ajoutée du produit vendu est presque immédiatement ajustée en fonction du prix du marché, alors que l'ajustement de la valeur en stock prend plus de temps, ce qui donne lieu à un profit ou à une perte. En 2019, le repli du cours des métaux a entraîné à la fois une baisse globale des revenus et une réduction temporaire des marges liées aux produits en aval.
- Le repli du cours des métaux a également eu une incidence considérable sur les bénéfices tirés des activités de recyclage et d'affinage, qui constituent l'essentiel de nos activités en amont. À mesure que le cours d'un métal baisse, les marges entre la monétisation définitive du métal et les coûts d'affinage et de recyclage des matières premières complexes contenant ce métal diminuent.

Depuis le lancement de son plan stratégique 5N21, 5N Plus a cherché à réduire les coûts d'affinage et de recyclage (soit les coûts de valorisation) des matières premières complexes contenant les métaux souhaités. Cet effort a porté fruit, et les bénéfices tirés des activités en amont ont contribué de façon importante à la performance globale de la Société. Nous avons d'ailleurs pour objectif d'établir la contribution aux marges globales de 5N Plus à 20 % d'ici la fin de la réalisation du plan 5N21. En fait, nous avons tellement progressé de ce point de vue qu'en 2019, malgré le cours particulièrement bas de certains métaux, nous avons été en mesure de dégager des marges de nos activités d'affinage et de recyclage. Bien que celles-ci soient inférieures à celles de l'exercice précédent, cela témoigne clairement de l'efficacité de notre équipe dans le développement de processus à valeur ajoutée. Vers le milieu de l'exercice 2019, alors que le prix des métaux sous-jacents

continuait de chuter, certains fournisseurs de matières premières complexes ont cessé leur production ou ont décidé de retenir leurs matières, invoquant les conditions défavorables du marché. Dans ce contexte, au cours du deuxième semestre de l'exercice, la quantité de matières premières utilisées dans nos activités de recyclage et d'affinage s'est avérée sous-optimale, ce qui a nui à la rentabilité découlant des activités en amont.

En ce début d'année 2020, tout indique que les métaux qui entrent dans la fabrication de nos produits, tels que le bismuth et le tellure, seront facilement accessibles et qu'il n'y a pas vraiment de raisons de s'attendre, du point de vue du marché, à une augmentation considérable du cours des métaux à court terme. Nous prévoyons donc que les conditions liées aux activités en amont demeureront sous-optimales. Cela étant dit, pour que nous puissions dégager des marges de nos activités en aval, il suffit que les prix des métaux soient stables – même s'ils sont particulièrement bas. C'est là un des principaux avantages du plan 5N21 : l'accroissement des activités à valeur ajoutée génère des marges plus élevées. Notre rentabilité ne dépend plus autant des fluctuations du cours des métaux puisque, maintenant, nous comptons plutôt sur l'innovation des produits et notre proposition de valeur unique pour dégager plus de bénéfices. En revanche, si nous n'avions pas mis en œuvre le plan 5N21, les marges de la Société auraient été beaucoup plus faibles en 2019, comme l'indique le graphique qui suit.

Incidence des métaux Performance relative de la marge brute avec et sans la mise en œuvre du plan stratégique 5N21 En M\$ US



Performance des initiatives de croissance en 2019

Au début de l'exercice 2019, 5N Plus avait positionné un certain nombre d'initiatives de croissance à différents stades de développement :

Sécurité, aérospatiale, détection et imagerie

Après avoir conclu des contrats importants dans le secteur Sécurité, aérospatiale, détection et imagerie, nous avons, dès le début de l'année, entrepris la production à grande échelle de certains de ces produits – une première pour 5N Plus. De leur côté, certains clients ont également accédé à de nouveaux marchés et augmenté leur cadence de production. Voyant se profiler ce défi stimulant, mon équipe de direction a su très tôt que 2019 serait une année charnière. Comme on peut s'y attendre, nous avons fait face à des difficultés de production tout au long de l'exercice, ce qui a finalement entraîné des ventes plus faibles que prévu. Toutefois, à la fin de l'exercice, nous avons surmonté presque toutes les difficultés rencontrées, et sommes maintenant encore mieux positionnés pour desservir ces marchés.

Matériaux de catalyse et d'extraction

En 2019, ce secteur a lui aussi rencontré quelques difficultés dans la mise à l'échelle de sa production. Ces dernières années, 5N Plus avait réalisé des progrès considérables, ayant réussi à accéder à des marchés de choix. À la fin de l'exercice 2018, la Société avait déjà vendu sa capacité de production pour l'exercice suivant. Cet essor signifiait qu'il fallait accélérer la cadence de production de l'usine à des niveaux sans précédent. Il s'en est suivi une série d'interruptions de la production qui a nui aux revenus, tandis que nos équipes faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour surmonter ce nouveau défi.

« Les deux situations qui précèdent, bien qu'ayant eu une incidence défavorable sur la performance de 2019, restent très encourageantes. Elles témoignent des progrès solides accomplis par 5N Plus dans sa transformation complexe vers des activités à plus grande valeur ajoutée. Je suis convaincu que notre courbe d'apprentissage rapide se reflétera dans l'ampleur et la pérennité de notre succès. »

Additifs alimentaires

À la suite de la construction de son usine de production d'additifs automatisée à la fine pointe en Allemagne en 2018, 5N Plus a attribué des ressources importantes en 2019 au respect des exigences de certification réglementaires et de qualification auprès des clients. À la fin de l'exercice, plusieurs clients potentiels identifiaient 5N Plus comme fournisseur qualifié d'oligo-éléments améliorant la santé animale. Bien que nous aurions souhaité que les essais de qualification se fassent plus rapidement afin de présenter un plus grand carnet de commandes, nous sommes ravis d'avoir accédé à ce marché dès l'année suivant la fin de la construction de notre usine. Par ailleurs, nous avons obtenu plusieurs contrats avec des clients de grande notoriété. Cette expérience nous a appris qu'il fallait un certain temps pour atteindre des jalons critiques dans ce milieu, le processus de commercialisation des produits destinés à la santé animale étant très rigoureux. Nous continuerons d'investir au mieux afin de servir nos clients et de répondre à leurs besoins.

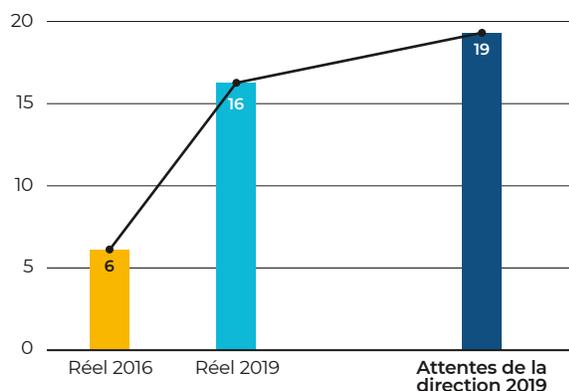
Micro poudres

Nous sommes heureux de constater que nos produits sont très bien accueillis dans ce secteur. Cela indique clairement que les poudres techniques que nous fournissons au secteur de l'électronique présentent des caractéristiques uniques améliorant les fonctionnalités et la fiabilité des appareils de demain. Nous sommes honorés que l'on nous ait octroyé une série de contrats destinés aux appareils portables et intelligents de nouvelle génération, confirmant ainsi la viabilité de notre approche et de notre feuille de route établie pour nos produits. Comme nos produits sont uniques et qu'ils doivent répondre à des spécifications très rigoureuses, ils se retrouvent en position dominante sur le marché. Notre croissance dans ce secteur dépendra du succès qu'ont nos clients dans le lancement de nouveaux produits avec des exigences plus élevées que jamais.

« Nous aimerions que nos nouvelles activités et initiatives de croissance progressent plus rapidement. Il ne fait pourtant aucun doute que 5N Plus accomplit des progrès substantiels — non seulement en lançant de nouveaux produits répondant à la demande des clients et des marchés, mais aussi en accroissant les revenus tirés de ces activités. Le plan stratégique 5N21 est-il viable et porteur de résultats? Sans contredit, la réponse est oui. Reste maintenant à déterminer comment générer plus rapidement des résultats. »

Contribution des nouvelles activités en pourcentage du total des produits

En %



Maximiser la valeur provenant des capacités et actifs mondiaux

En 2018, 5N Plus a mis en œuvre la plupart des mesures ciblées par la direction pour maximiser la valeur de ses actifs mondiaux sans qu'il soit nécessaire d'effectuer d'importants investissements. Dans le cadre du plan stratégique 5N21, nous avons budgété des investissements de 50 M\$ sur une période de cinq ans environ. Ce montant équivaut au taux annuel d'amortissement de la Société pour la période de planification. Sachant pertinemment qu'il nous faudrait effectuer des dépenses importantes pour dégager une plus grande valeur de nos actifs existants, nous avons mis en place, au milieu de 2019, un programme d'investissements de plus de 10 M\$. Cette somme sera investie dans des technologies de procédés visant à augmenter considérablement la capacité de nos actifs existants, à élargir notre expertise et à offrir des avantages environnementaux notables. Le programme devrait être rentabilisé sur une période de trois ans et sa mise en œuvre devrait être terminée d'ici le troisième trimestre de 2020. Nos investissements respectent le budget à ce jour.

Je crois qu'il est important de reconnaître que la nature de nos activités évolue sans cesse et que notre responsabilité envers nos employés et nos actionnaires est de savoir anticiper les changements et de prendre les mesures appropriées pour assurer la prospérité de 5N Plus dans le monde de demain. Cela implique que nous investissions non seulement dans les actifs et les capacités, mais aussi dans des atouts d'une valeur inestimable, tels que le talent humain. Par ailleurs, nous devons absolument intégrer ces actifs et capacités dans un cadre de durabilité qui met l'accent sur l'exploitation d'une société dont la feuille de route résiste à l'épreuve du temps.

Bien que 2019 ait été une année très difficile, je suis fier de dire que, grâce à la contribution de chacun des employés de 5N Plus et à la mise en œuvre de notre plan stratégique, nous avons évité des bouleversements qui auraient auparavant sérieusement compromis la situation financière de la Société. Malgré les remous actuels, notre Société maintient le cap en misant sur ses divers atouts : un bilan solide qui lui permet d'autofinancer ses investissements et sa croissance, un carnet de commandes reflétant la forte demande pour nos produits et services, un portefeuille d'initiatives de croissance avec des options de croissance future, une liste impressionnante de clients reconnus qui croient en 5N Plus et des collègues compétents et talentueux provenant de divers horizons partout dans le monde. Ils sont sans pareil dans notre secteur!

Je tiens également à remercier l'ensemble de nos actionnaires qui nous soutiennent jour après jour et nous leur en sommes très reconnaissants.

À peine avons-nous entamé 2020 que mon équipe et moi sommes déjà impatients de faire le bilan de l'exercice. Forts des leçons de 2019, nous prévoyons une année non seulement plus facile, mais qui permettra à toutes nos parties prenantes de réaliser leurs ambitions.

Matériaux électroniques

Nous avons poursuivi notre trajectoire de croissance sur différents axes et sommes bien positionnés pour l'avenir, grâce à la demande sans précédent des clients pour les micro poudres et des produits utilisés en imagerie infrarouge et en imagerie médicale.

Matériaux semiconducteurs pour la sécurité, l'aérospatiale, la détection et l'imagerie

Nous produisons des matériaux semiconducteurs qui sont essentiels pour les détecteurs de pointe pour l'imagerie médicale, les cellules solaires à haut rendement pour les satellites et les matrices plan focal pour l'imagerie infrarouge. Nous avons enregistré des revenus records en 2019, malgré certaines difficultés de production, qui sont maintenant derrière nous. Nos produits destinés à la sécurité, à la détection et à l'imagerie médicale ont atteint des niveaux inégalés au chapitre de la production, du volume des ventes et de la part de marché; nous avons donc dû doubler la capacité de production de nos produits de très haute pureté à nos installations de Montréal. Les produits de ce secteur étant reconnus comme les meilleurs au monde, le gouvernement américain nous a choisis comme partenaires stratégiques afin que nous lui fournissions des matériaux pour des programmes clés de sécurité nationale.

Micro poudres

La production et le volume des ventes de notre groupe Micro poudres à forte valeur ajoutée ont plus que doublé en 2019. Les micro poudres 5N Plus reposent sur une technologie de procédé de fabrication unique qui permet de produire de façon rentable diverses poudres d'alliage très fines et complexes conformes à des exigences techniques strictes pour les marchés de demain. En effet, nous faisons désormais partie intégrante des programmes technologiques de plusieurs sociétés, ce qui rend nos produits indispensables à la fabrication de certains des téléphones et montres intelligents les plus évolués. Pour asseoir notre leadership, nous avons mis en place de nouvelles capacités de classification granulométrique en 2019, ce qui fait de nous le premier fabricant mondial de poudres de soudure de type 9 (de 1 à 5 micromètres) et de type 10 (de 1 à 3 micromètres) destinées aux applications d'assemblage microélectroniques et de l'encapsulation des semiconducteurs.

Énergie renouvelable

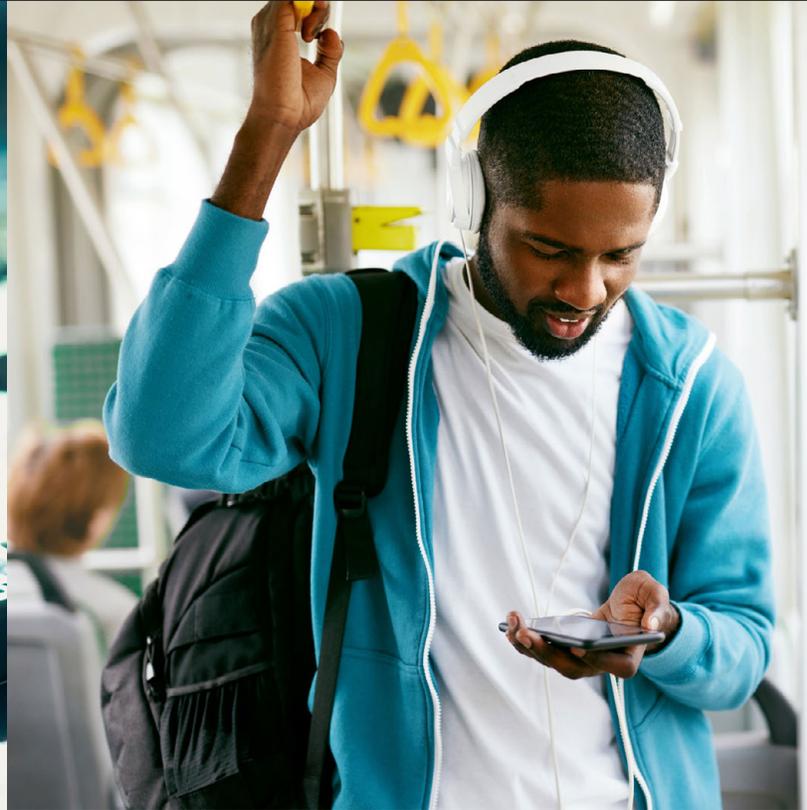
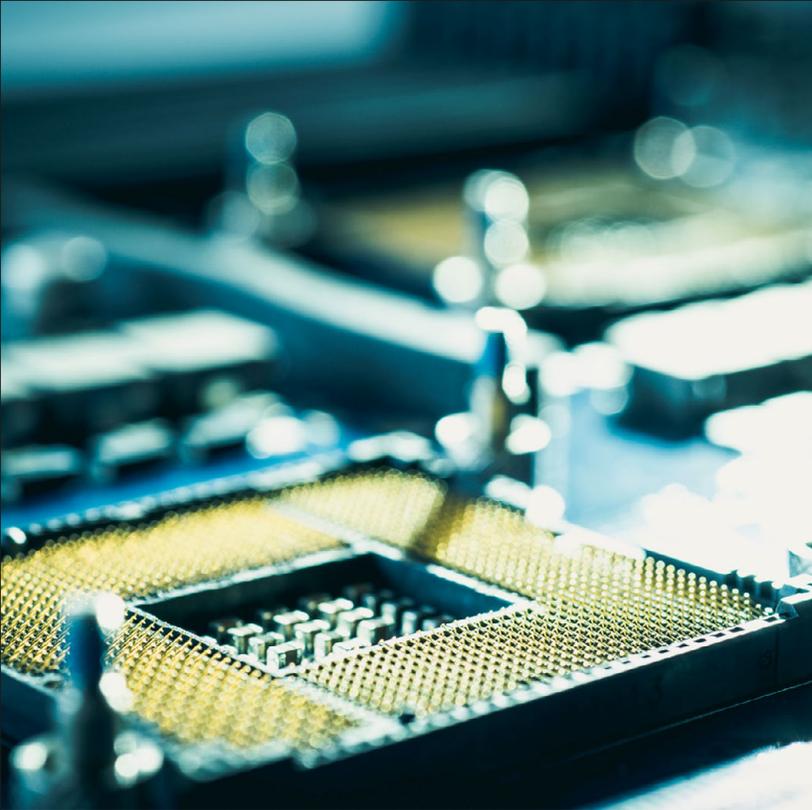
Nous avons honoré de façon impeccable une nouvelle série de contrats en 2019 et avons expédié un volume record de produits. Nous continuons de rationaliser nos activités, d'élargir nos capacités et d'accroître nos gains d'efficacité afin d'améliorer notre performance.

Perspectives

2020 devrait être une autre année exceptionnelle pour notre secteur Matériaux électroniques. Les changements géopolitiques et les investissements réalisés par nos clients stimuleront notre secteur de la sécurité, tandis que le programme OneWeb, dont nous sommes le principal fournisseur de substrats de germanium, stimulera la demande pour nos produits dans le secteur de l'aérospatial. Le secteur de la détection tirera profit des dépenses en matière de défense et des améliorations apportées à nos produits. Quant au secteur de l'imagerie, le volume et les ventes s'accroîtront grâce au développement et à l'utilisation accrue de l'imagerie médicale de nouvelle génération faisant appel à nos produits.

Nos micro poudres devraient connaître encore plus de succès. Les avancées dans la miniaturisation électronique, les technologies de pointe des appareils portables et l'impression 3D accroîtront la demande pour nos poudres de haute performance. Par ailleurs, on voit se profiler une nouvelle demande pour la technologie mini-LED, laquelle devrait décupler au cours des cinq prochaines années; une nouvelle technologie de remplacement pour l'affichage et les écrans plats; et l'utilisation accrue de cartes à puce au détriment des cartes de crédit conventionnelles. Ces différentes évolutions nécessitent l'utilisation de poudres extra fines, ce qui correspond tout à fait au créneau dans lequel nous nous spécialisons.

Les matériaux semiconducteurs de 5N Plus sont considérés comme les meilleurs du monde. C'est grâce à leur qualité et à leur performance que la Société a obtenu des contrats de sécurité nationale avec le gouvernement américain.



à valider svp.
Gracieuseté de First Solar, Inc.

Les micro poudres produites par 5N Plus répondent aux spécifications les plus élevées du secteur et sont utilisées dans la production de téléphones intelligents et d'appareils portables de nouvelle génération.



Matériaux écologiques

Au cours du dernier exercice, le secteur Matériaux écologiques a accru ses ventes et pénétré des marchés de choix, tout en préparant sa croissance future dans des marchés émergents.

Santé et produits pharmaceutiques

Les ventes de produits à des clients importants ont connu une croissance substantielle, étant donné que la demande de certains ingrédients pharmaceutiques actifs a fortement augmenté. Nous sommes le premier fournisseur mondial de produits chimiques dérivés du bismuth sur ce marché, et nos installations à Lübeck, en Allemagne, disposent de ressources inégalées pour nous permettre de maintenir notre position de chef de file. En parallèle, nous continuons de nous démarquer de nos concurrents grâce à la qualité exceptionnelle de nos produits et à notre service incomparable.

Matériaux industriels

Les produits que nous offrons dans ce secteur sont utilisés dans un large éventail d'applications industrielles, tant dans l'automobile et l'aviation que dans l'électronique. Compte tenu de l'érosion des marges liées à certaines applications ces dernières années, nous avons investi dans des procédés de production critiques dans plusieurs usines afin de réduire les coûts et d'améliorer davantage la qualité. Notre plan d'investissement donne déjà de bons résultats : les charges d'exploitation ont diminué et la chaîne d'approvisionnement est plus solide et mieux adaptée. La mise en œuvre du plan sera terminée en 2020, et nous devrions en retirer plus d'avantages.

Matériaux de catalyse et d'extraction

La plupart des clients qui achètent ces produits œuvrent dans les secteurs des mines et de la pétrochimie. Alors que la demande est demeurée stable dans le secteur de la pétrochimie en 2019, elle a continué de croître dans le secteur minier, comme c'est déjà le cas depuis plusieurs années. Nous avons éprouvé certaines difficultés pour aligner la production sur la demande des clients. Nous avons toutefois résolu bon nombre d'entre elles et sommes mieux préparés pour répondre à la demande du marché en 2020 et par la suite.

Additifs alimentaires

Notre installation de production à la fine pointe située en Allemagne étant maintenant opérationnelle, nous avons pu nous concentrer, en 2019, sur l'obtention des certifications requises par ce secteur et sur notre qualification à titre fournisseur auprès des principaux acheteurs de prémélanges au moyen d'un programme d'échantillonnage de produits et d'autres activités promotionnelles. Comme prévu, nous avons porté la qualité à un niveau jamais atteint sur ce marché et devrions pouvoir récolter le fruit de nos efforts dans les prochaines années. Nous avons réalisé la plupart de nos objectifs et avons également étoffé notre portefeuille de produits en y intégrant de nouveaux prémélanges en 2019 qui ont été bien reçus sur le marché. Nos produits sont désormais reconnus par l'industrie, ce qui nous donne davantage de possibilités de croissance. Nous avons encore à faire en 2020, mais nous sommes en voie de transformer ce secteur pour en faire un important moteur de la croissance.

Perspectives

Nous sommes bien positionnés et la croissance devrait reprendre de la vigueur en 2020, les matériaux pour la santé et les produits pharmaceutiques étant au cœur de notre performance.

Les prémélanges sont des additifs de haute pureté complexes destinés à l'alimentation animale qui sont essentiels à la santé humaine et animale. Nous commercialisons nos produits sur ce marché très prometteur sous les marques *Nutritive* et *Nutritive+*.



Nous sommes le premier fournisseur mondial de produits chimiques dérivés du bismuth dans le secteur pharmaceutique.



Durabilité

5N Plus utilise depuis toujours des procédés technologiques permettant le recyclage et la récupération de ressources valorisables à partir de déchets, de sous-produits et de sources secondaires — provenant de ses propres activités ou de celles de ses clients.

Aujourd'hui, à titre de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux, nous accroissons notre présence mondiale et diversifions davantage nos sources d'approvisionnement en matières premières. Afin de satisfaire à nos engagements en matière de durabilité, nous recourons aux meilleures pratiques du secteur et nous conformons à l'ensemble des lois locales applicables. Voilà pourquoi les clients s'adressent à nous pour obtenir des services de recyclage et de gestion de produits. Nous disposons des actifs, des capacités et des permis essentiels pour offrir une expertise et des services imbattables sur trois continents.

En fournissant et en recyclant des métaux essentiels pour nos clients et dont nous avons besoin, nous assurons la pérennité financière qui est essentielle à nos parties prenantes. Voici quelques faits saillants de 2019 :

- Un fournisseur a audité nos pratiques environnementales, de santé et de sécurité, et de gestion responsable des produits à notre usine du Laos. Le bilan de l'audit s'est avéré favorable.
- Nous avons mis en place, à notre installation de St. George, en Utah, un système de récupération des métaux afin de réduire au minimum les pertes de matériaux découlant de la fabrication. Nous mettrons le système en service en 2020 et investirons davantage dans un avenir rapproché, afin de faire de notre site de St. George, le sixième du groupe à fermer le cycle d'utilisation de matériaux critiques.
- Nous avons investi dans notre usine de Kulim, en Malaisie, afin de doubler sa capacité de recyclage des matériaux recyclables. Nous y avons ainsi recyclé des quantités records — soit environ 50 % de plus qu'auparavant.

- Nous avons installé un nouveau système de refroidissement de haute efficacité à notre usine d'Eisenhüttenstadt, en Allemagne, ce qui a permis d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire considérablement les coûts énergétiques.
- Nous avons mis à niveau le système de traitement des eaux de notre usine de Montréal afin de réduire la consommation totale d'eau.
- L'automatisation de l'emballage à Shangyu, en Chine, permet désormais de réduire l'exposition à la poussière sur le lieu de travail et contribue à la performance en matière d'environnement, santé et sécurité.



Approvisionnement exempt de conflits

5N Plus se conforme à l'ensemble des lois et règlements nationaux applicables à ses opérations et à ses secteurs d'activité. Grâce aux mesures qu'elle adopte, la Société fait la promotion d'initiatives de gestion responsable des ressources.

Certifications

> ISO 9001

> ISO 14001

> ISO 50001

> OHSAS 18001

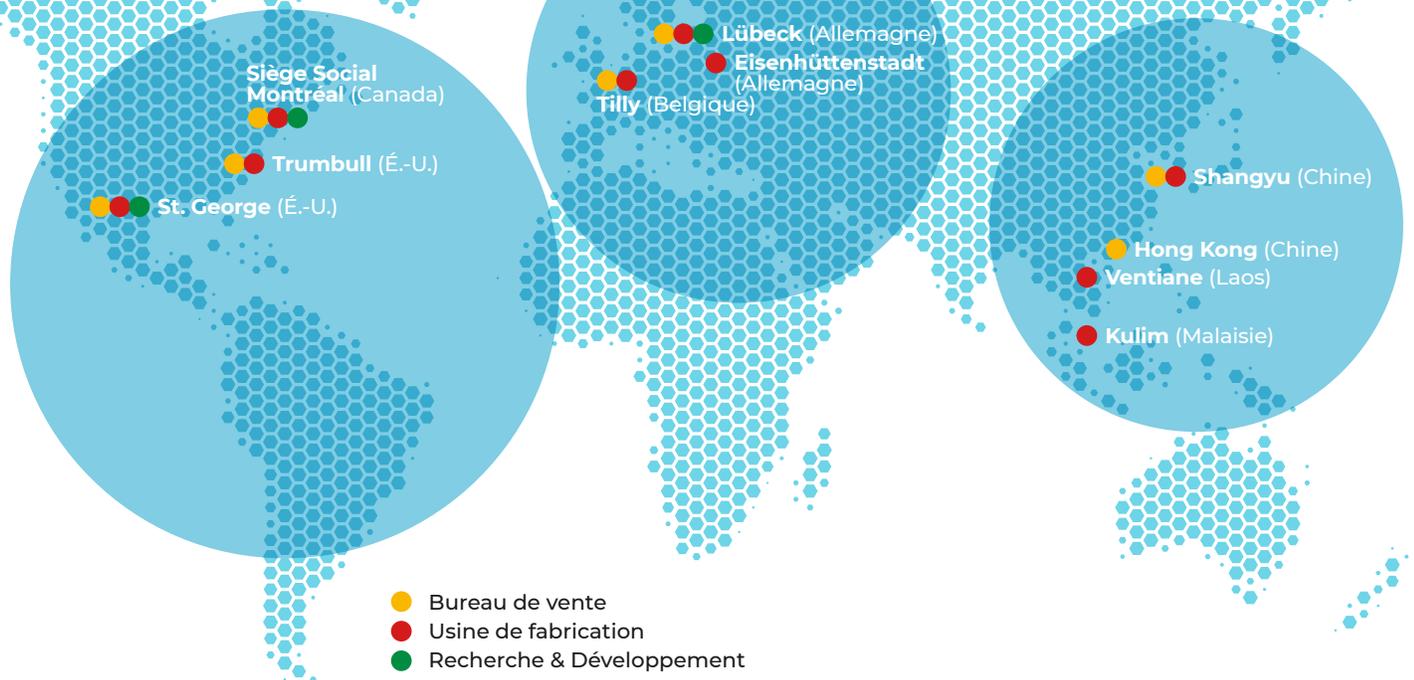
> C-TPAT

> GMP

> FDA



600 employés sur 3 continents



Traitement des eaux usées

Nous investissons dans de nouveaux procédés et technologies afin de réduire au minimum la consommation d'eau, de traiter les eaux usées et de réduire les déversements, avec des résultats qui dépassent souvent les exigences des normes locales. Nos installations sont également près des collectivités locales et travaillent avec celles-ci à la protection de l'environnement. Le plan stratégique 5N21 prévoit un budget important pour réduire davantage les déversements dans tous les lieux où nous sommes établis dans le monde :

- Le nouveau système de traitement des eaux usées de notre usine de Montréal, permettra de ne pratiquement plus faire appel à des tiers pour traiter les eaux usées et de récupérer les sulfates.
- Nous mettons en place un nouveau système à Tilly, en Belgique, qui permettra de réduire les déversements de moitié.
- Notre usine de Shangyu, en Chine, investit dans les technologies afin de réduire considérablement les rejets de nitrate.

Environnement, santé et sécurité

5N Plus a affecté des ressources à la promotion, au suivi et à l'avancement de ses pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Nous continuons d'investir dans ce domaine, auquel la direction accorde une grande priorité. En effet, nous croyons

qu'une bonne performance en matière d'environnement, de santé et de sécurité rend aussi possible notre pérennité financière. C'est pourquoi nous considérons que le respect des lois et règlements locaux est une exigence de base que nous nous efforçons de surpasser. En 2019, nous avons procédé à des investissements importants pour améliorer la sécurité opérationnelle de certains de nos sites. Nous avons intégré le respect de la sécurité dans les évaluations de performance annuelles de nos employés.

Conduite éthique

5N Plus a publié un code éthique et l'a mis en place. Celui-ci intègre des normes éthiques strictes et tous au sein de la Société doivent s'y conformer, peu importe leur poste ou leur statut. La direction de la Société fait la promotion d'un environnement sécuritaire, dans lequel les violations du code peuvent être révélées et traitées de manière responsable. Nous avons intégré le respect des valeurs dans les évaluations de performance annuelles de nos employés.

Gouvernance saine

5N Plus se conforme à des normes de gouvernance parmi les plus élevées. Six des sept membres de notre conseil d'administration sont indépendants. Avec environ le tiers de notre main-d'œuvre sur chacun des trois continents où nous avons des activités, soit en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, nous appuyons activement la diversité à l'échelle de l'entreprise et de notre conseil d'administration.

Performance financière

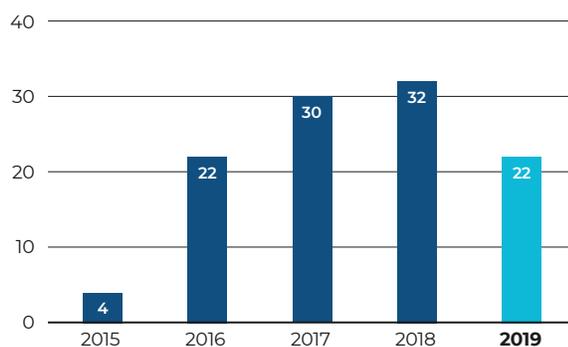
En dépit du fait que nos résultats financiers pour l'exercice 2019 n'ont pas été aussi élevés qu'en 2018, nous avons la ferme intention de demeurer la société la plus rentable de nos secteurs d'activité, principalement grâce à notre plan stratégique 5N21. L'objectif de ce plan est de réduire le plus possible la volatilité des bénéfices liée aux fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, mais aussi de faire progresser les possibilités de croissance organique et de soutenir notre transition vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

Malgré la nature dynamique de ses activités, la Société a su faire preuve de résilience, réalisant un BAIIA ajusté de 22 M\$. Cela témoigne clairement du chemin qu'elle a parcouru depuis le dernier recul marqué du cours des métaux, il y a quatre ans. Le repli actuel du cours des métaux découle principalement d'un excédent de stocks de métaux à l'échelle mondiale, alors même que la demande pour nos produits demeure solide.

Malgré des facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, nous avons progressé sur plusieurs fronts et avons continué de gérer nos liquidités avec diligence et d'en affecter l'excédent au développement de notre capacité, de nos ressources et d'initiatives de croissance organique, de sorte à améliorer la compétitivité de nos coûts. Nous avons terminé l'exercice avec un bilan solide et une dette nette de 35 M\$.

BAIIA ajusté

En M\$ US



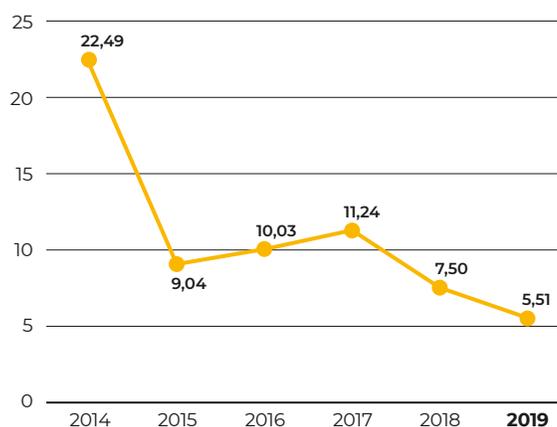
Des défis de taille

Grâce à la diversité des marchés sur lesquels nous sommes présents, nous avons continué de profiter d'importants avantages commerciaux. Si l'on exclut l'incidence des fluctuations du cours des métaux, nos activités de base ont dégagé un rendement supérieur à celui des années précédentes dans plusieurs domaines. Cela dit, nous avons connu une année 2019 difficile. Par exemple, le bismuth a perdu une valeur substantielle pour atteindre des niveaux inégaux depuis des décennies. De plus, plusieurs problèmes opérationnels en début d'année se sont répercutés sur notre production. Ainsi, le coût des principaux consommables, autres que les métaux, utilisés dans la fabrication de nos produits a considérablement augmenté et certaines de nos initiatives de croissance sur le marché ont été

retardées. La pression exercée par la faiblesse du cours des métaux sur nos activités en amont a été sans précédent, se répercutant directement sur notre capacité à nous approvisionner en matières premières complexes et à valoriser les métaux. Auparavant, tous ces facteurs auraient eu une incidence désastreuse sur la Société, mais grâce à notre modèle actuel, ils n'ont fait qu'affaiblir notre performance financière.

Prix du bismuth

En \$ US par kilo



L'exercice à venir

Bien qu'à court terme, nous nous attendons à d'autres difficultés dans nos activités en amont, grâce à nos récents investissements et à la demande soutenue de nos clients, les indicateurs relatifs à nos initiatives de croissance et à notre compétitivité sont encourageants.

Notre intention est de mettre au point un modèle d'affaires équilibré et de faire de la Société un chef de file sur le marché de la technologie des matériaux; nous considérons ainsi que nos atouts les plus précieux sont nos clients et notre savoir-faire en matière de technologies. Nous misons sur ces atouts pour accéder à des marchés finaux et être plus concurrentiels. Nos actionnaires peuvent donc être assurés que nous continuerons d'effectuer des investissements réfléchis, qui nous permettront d'exploiter les avantages que présenteront de nouveaux marchés.

Nous jugeons que nos progrès sont considérables, mais ce sont les résultats qui comptent. Nous avons encore beaucoup à faire pour convaincre nos parties prenantes et les marchés financiers que la structure de base de 5N Plus a changé. La meilleure façon de le démontrer est de continuer de progresser et d'arriver à nos fins en 2020 et par la suite, avec des initiatives commerciales durables et une réduction de la volatilité des bénéfices.

Nous sommes convaincus que les améliorations réalisées sont durables. Nous transformons des activités reconnues pour leur volatilité et leur caractère cyclique, nous nous défaisons de notre image passée et nous réinventons 5N Plus pour générer de la valeur à long terme.



Table des matières

12

Rapport de gestion

42

Rapport de la direction
aux actionnaires
de 5N Plus inc.

47

États de la situation
financière consolidés

48

États du résultat net
consolidés

49

États du résultat global
consolidés

50

États des variations
des capitaux propres
consolidés

51

Tableaux des flux de
trésorerie consolidés

52

Notes des états financiers
consolidés

95

Conseil d'administration
et Comité de direction

96

Renseignements
supplémentaires

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 25 février 2020, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « T4 2019 » et le « T4 2018 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2019 et 2018, et l'« E 2019 » et l'« E 2018 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2019 et 2018. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, crédit, liquidité, taux d'intérêt, litiges, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, changements apportés au carnet de commandes, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, notamment en Chine, réglementations en matière de commerce international, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée, ainsi que les interruptions de systèmes informatiques, de l'infrastructure réseau, la perte de données et la violation de la sécurité informatique. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 25 février 2020. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

Chef de file de la production de matériaux technologiques et de produits chimiques spécialisés à l'échelle mondiale, 5N Plus mise sur ses capacités intégrées de recyclage et de raffinage pour assurer la pérennité de son modèle d'affaires. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada). La Société gère des centres de recherche et développement, de production et de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits que ses clients utilisent comme précurseurs dans le cadre de plusieurs applications électroniques, optoélectroniques, pharmaceutiques et industrielles avancées ainsi que d'applications liées à la santé et à l'énergie renouvelable. Un grand nombre des produits fabriqués par 5N Plus sont essentiels pour assurer la fonctionnalité et la performance des produits et systèmes fabriqués par ses clients, dont bon nombre sont des chefs de file dans leur secteur d'activité.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté^{1,2} lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la fabrication et en la vente de produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs de la sécurité, de l'aérospatiale, de la détection, de l'imagerie, de l'énergie renouvelable ainsi qu'à divers secteurs techniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des applications avancées dans les secteurs de l'électronique, de l'optoélectronique, du conditionnement électronique, de l'imagerie médicale et de la thermoélectricité. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques, de composés et de substrats. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, des aliments pour animaux, des matériaux de catalyse et d'extraction ainsi que dans divers matériaux industriels. Les principaux produits sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages, mais principalement sous la forme de produits chimiques spécialisés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux écologiques sont également inclus dans le secteur Matériaux écologiques.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Rapport de gestion

Vision et stratégie

À titre de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux, comptant des employés et des actifs partout dans le monde, nous sommes déterminés à donner à nos employés les moyens qu'il faut pour les inciter à offrir collectivement un rendement remarquable ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources pour atteindre des rendements financiers concurrentiels.

Le 12 septembre 2016, la Société a dévoilé son plan stratégique 5N21 (le « plan 5N21 »), qui vise à améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des bénéfices. Le plan s'articule autour de trois piliers principaux :

1. Dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux
2. Optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval
3. Assurer une croissance continue grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures

Faits saillants – Quatrième trimestre de 2019 et exercice 2019

Résilience et viabilité face aux grandes difficultés de l'exercice

Malgré des conditions très difficiles sur les marchés des métaux combinées à la diminution attendue des apports du secteur de l'énergie renouvelable, à la hausse du coût des matériaux (autres que les métaux) et aux défis associés à l'industrialisation de ses initiatives de croissance, 5N Plus a dégagé un BAIIA ajusté^{1, 2} de 22,0 M\$ pour l'exercice, a judicieusement investi dans ses initiatives futures et a terminé l'exercice avec un bilan solide. Tout au long de l'exercice, la demande pour les produits fabriqués par 5N Plus est demeurée forte et a été soutenue par un carnet de commandes¹ en expansion, favorisé par la diversité des marchés sur lesquels la Société est présente.

Si l'on exclut l'incidence des fluctuations du cours des métaux, presque toutes les activités de base de 5N Plus ont dégagé un rendement supérieur pour l'exercice 2019 par rapport à l'exercice précédent. Les produits et les bénéfices de la Société ont été minés par la baisse constante du cours des métaux, tel que celui du bismuth, et ce, pour deux raisons. D'une part, la baisse du cours des métaux se répercute temporairement sur la différence entre le prix de vente et la valeur des stocks. Or, la mise en œuvre du plan stratégique 5N21 a permis d'atténuer grandement cette incidence, sans toutefois l'éliminer complètement. D'autre part, au milieu de l'exercice, l'approvisionnement en matières premières complexes pour les activités d'affinage de la Société est devenu plus difficile, les fournisseurs en amont ayant cessé la production ou suspendu la commercialisation de leurs sous-produits contenant du bismuth, en attendant des conditions plus favorables sur le marché des métaux. Les apports des activités d'affinage et de recyclage ont donc été nettement moins élevés.

Grâce au plan stratégique 5N21, la Société a réussi à s'approvisionner en métaux utilisés dans la fabrication de ses produits à partir de matières complexes, ce qui, en fait, a grandement contribué à son rendement. Étant donné que le cours des métaux demeure bas, la pression exercée sur ces activités continue de se faire sentir. Cela étant dit, dans le contexte actuel du marché, l'accès concurrentiel aux métaux dont la Société a besoin demeure solide et 5N Plus est bien approvisionnée. Il ne faut pas oublier qu'il fut un temps où tous ces facteurs mis ensemble auraient eu une incidence désastreuse sur la pérennité de la Société, alors que maintenant, l'incidence est notable, mais certainement pas désastreuse, ce qui permet à 5N Plus de rester bien concentrée sur la réalisation de ses objectifs stratégiques.

Pour le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019, la Société présente les résultats qui suivent :

- La Société a affiché un BAIIA ajusté et un BAIIA^{1, 2} de respectivement 22,0 M\$ et 19,1 M\$ pour l'exercice 2019, contre un BAIIA ajusté de 32,4 M\$ et un BAIIA de 29,0 M\$ pour l'exercice 2018. Cette performance s'explique par les fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, la diminution récente des apports de nos activités en amont du fait des conditions actuelles sur les marchés des métaux, les difficultés de production liées aux nouvelles activités commerciales survenues au début de l'exercice ainsi que l'application des modalités commerciales les plus récentes découlant des contrats pluriannuels du secteur de l'énergie renouvelable, pour la fourniture d'un volume plus élevé de produits à des marges plus faibles.
- Pour le quatrième trimestre de 2019, la Société a dégagé un BAIIA ajusté de 4,5 M\$ et un BAIIA de 3,7 M\$, par rapport à un BAIIA ajusté de 6,9 M\$ et un BAIIA de 5,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Les résultats du quatrième trimestre s'expliquent par les facteurs mentionnés précédemment et par le fait qu'ils suivent généralement une tendance cyclique.
- Pour l'exercice 2019, le résultat net a été de 1,8 M\$, ou 0,02 \$ par action, comparativement à 14,0 M\$, ou 0,17 \$ par action, pour l'exercice 2018.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Rapport de gestion

- Pour l'exercice 2019, les produits ont atteint 196,0 M\$ par rapport à 218,0 M\$ pour l'exercice 2018, en raison principalement des fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, comme le montre clairement la baisse des produits du secteur Matériaux écologiques, qui est le secteur qui utilise le plus ces métaux dans la fabrication de ses produits.
- Le rendement du capital investi¹ (RCI) s'est établi à 8,2 % pour l'exercice 2019, par rapport à 15,1 % pour l'exercice 2018. Ce résultat s'explique par la réduction de la marge globale, découlant principalement des fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, tandis que le capital investi a diminué de 4 % par rapport à l'exercice 2018.
- La dette nette¹ s'établissait à 35,0 M\$ au 31 décembre 2019, par rapport à 22,2 M\$ au 31 décembre 2018, en raison de l'augmentation du fonds de roulement et, dans une moindre mesure, de la participation de la Société au programme de rachat d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
- Au 31 décembre 2019, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 243 jours de ventes en cours, en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de 2018, où le carnet de commandes était de 217 jours. Les nouvelles commandes¹ ont atteint un niveau de 96 jours pour le quatrième trimestre de 2019, par rapport à 102 jours pour le troisième trimestre de 2019 et à 105 jours pour le quatrième trimestre de 2018.
- Au 31 décembre 2019, 5N Plus avait racheté et annulé 1 696 733 actions ordinaires de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
- Le 18 février 2019, 5N Plus a confirmé que sa filiale américaine, 5N Plus Semiconductors, avait obtenu un contrat en vue de participer à un programme pluriannuel visant à fournir des substrats semiconducteurs aux propriétés optoélectroniques à SolAero Technologies, dont le siège social est situé à Albuquerque, au Nouveau-Mexique. Les substrats entreront dans la fabrication de panneaux solaires de satellites qui serviront à un certain nombre d'applications, y compris l'alimentation de la constellation de plusieurs centaines de satellites à large bande en orbite basse fabriqués par Airbus OneWeb Satellites. Cette constellation de satellites procurera un accès Internet mondial à haut débit qui promet de combler le fossé numérique.
- Le 22 juillet 2019, 5N Plus a annoncé avoir considérablement diminué la production à ses installations d'affinage et de recyclage du bismuth. Puisque la valeur du bismuth continue de chuter et se trouve à un niveau inégalé depuis des décennies, certains fournisseurs ont arrêté leur production ou ont commencé à mettre fin à la commercialisation de ces résidus. Par conséquent, la Société a augmenté ses achats de bismuth de qualité commerciale. Le marché du bismuth demeure bien approvisionné et la Société y a un accès concurrentiel.
- Le 24 juillet 2019, 5N Plus a annoncé le début de la mise en œuvre d'un plan d'investissement de plus de 10,0 M\$. Cette somme sera investie dans de nouvelles technologies de procédés visant à augmenter et à renforcer considérablement la capacité des actifs existants en plus d'offrir localement des avantages environnementaux notables. L'ensemble des investissements sera réparti sur certains sites en Amérique du Nord, en Europe et en Chine. La mise en œuvre du plan devrait être terminée pour le troisième trimestre de 2020, cependant certains des investissements seront réalisés avant cette date. La période de rentabilisation moyenne pour ce bloc d'investissement est d'environ trois ans.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

L'exercice 2019 démontre clairement la résilience et la flexibilité dont 5N Plus peut faire preuve grâce à son plan stratégique 5N21. Malgré un ensemble de circonstances adverses, la Société a enregistré une marge du BAIIA ajusté^{1,2} de 11 %, elle a investi dans des initiatives visant de nouvelles activités ou ses activités de base, elle a été active sur le plan de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, tout en présentant un bilan solide. Étant donné le cours particulièrement bas des métaux et en supposant que les prix des métaux sous-jacents demeurent à ces niveaux, les perspectives de croissance des bénéfices des activités en amont restent difficiles. Par contre, les perspectives de croissance des bénéfices des nouvelles activités et des activités de base de la Société sont solides et encourageantes, ce qui permet d'envisager une amélioration globale des bénéfices pour l'exercice à venir.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Rapport de gestion

Synthèse des résultats

	T4 2019	T4 2018	E 2019	E 2018
	\$	\$	\$	\$
Produits	44 714	47 710	195 971	217 995
Charges d'exploitation ajustées ^{1, 2 *}	(40 212)	(40 798)	(174 021)	(185 645)
BAIIA ajusté ^{1, 2}	4 502	6 912	21 950	32 350
Dépréciation des stocks	-	-	-	-
Charge de rémunération à base d'actions	(455)	(721)	(2 583)	(3 298)
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	-	(766)	-	(316)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	510
(Pertes) profits de change et au titre de dérivés	(365)	164	(316)	(225)
BAIIA ^{1, 2}	3 682	5 589	19 051	29 021
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	789	886	4 079	6 295
Amortissement	2 887	2 469	11 139	8 810
Résultat avant impôt sur le résultat	6	2 234	3 833	13 916
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	186	(2 955)	2 187	848
Différé	(326)	1 143	(139)	(904)
	(140)	(1 812)	2 048	(56)
Résultat net	146	4 046	1 785	13 972
Résultat de base par action	- \$	0,05 \$	0,02 \$	0,17 \$
Résultat dilué par action	- \$	0,05 \$	0,02 \$	0,17 \$

* Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la dépréciation des actifs non courants et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

	T4 2019	T4 2018	Variation	E 2019	E 2018	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	20 517	19 368	6 %	81 281	81 014	- %
Matériaux écologiques	24 197	28 342	(15) %	114 690	136 981	(16) %
Total des produits	44 714	47 710	(6) %	195 971	217 995	(10) %
Coût des ventes	(37 221)	(37 916)	(2) %	(161 213)	(169 061)	(5) %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	2 457	2 256	9 %	9 931	7 962	25 %
Marge brute¹	9 950	12 050	(17) %	44 689	56 896	(21) %
Pourcentage de marge brute¹	22,3 %	25,3 %		22,8 %	26,1 %	

Les produits ont diminué de 6 % pour le quatrième trimestre de 2019, par rapport à la période correspondante de 2018. La marge brute¹ s'est établie à 22,3 % pour le quatrième trimestre de 2019, comparativement à une marge brute de 25,3 % pour le troisième trimestre de 2018, avec une marge brute moyenne de 22,8 %, soit 44,7 M\$, pour l'exercice considéré, par rapport à une marge brute moyenne de 26,1 %, soit 56,9 M\$, pour l'exercice précédent. Cette diminution des produits et de la marge brute est attribuable aux fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, à la diminution récente des apports de nos activités en amont du fait des conditions actuelles sur les marchés des métaux, ainsi qu'à l'application des modalités commerciales les plus récentes découlant des contrats pluriannuels du secteur de l'énergie renouvelable, pour la fourniture d'un volume plus élevé de produits à marges plus faibles.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

	T4 2019	T4 2018	Variation	E 2019	E 2018	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	4 387	7 142	(39) %	19 581	29 226	(33) %
Matériaux écologiques	2 047	1 115	84 %	10 993	12 517	(12) %
Siège social	(1 932)	(1 345)	44 %	(8 624)	(9 393)	(8) %
BAIIA ajusté^{1,2}	4 502	6 912	(35) %	21 950	32 350	(32) %
BAIIA^{1,2}	3 682	5 589	(34) %	19 051	29 021	(34) %
Résultat d'exploitation	1 160	2 956	(61) %	8 228	20 436	(60) %

Pour le quatrième trimestre de 2019, le BAIIA ajusté^{1,2} a été de 4,5 M\$ par rapport à 6,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, en raison des fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents, de la diminution récente des apports de nos activités en amont en raison des conditions actuelles sur les marchés des métaux, ainsi que de l'application des modalités commerciales les plus récentes découlant du renouvellement des contrats d'approvisionnement et de service pluriannuels du secteur de l'énergie renouvelable. Pour l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 10,4 M\$ pour s'établir à 22,0 M\$ par rapport à 32,4 M\$ pour l'exercice 2018, en raison des facteurs mentionnés précédemment et de difficultés de production liées aux nouvelles activités commerciales survenues au début de l'exercice.

Le BAIIA^{1,2} s'est établi à 3,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, contre 5,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté et à une perte de change et au titre de dérivés comptabilisée pour le quatrième trimestre de 2019.

Pour l'exercice 2019, le BAIIA a été de 19,1 M\$, contre 29,0 M\$ pour l'exercice 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, contrebalancée par une diminution de la charge de rémunération à base d'actions découlant du recul du cours de l'action de la Société au cours de 2019, par rapport à l'augmentation qui avait été observée en 2018. De plus, aucun élément non récurrent important n'a été comptabilisé pour l'exercice 2019, alors que pour l'exercice 2018, la Société avait inscrit des éléments non récurrents d'un montant total créditeur de 0,2 M\$.

Pour le quatrième trimestre de 2019, le résultat d'exploitation a été de 1,2 M\$ par rapport à 3,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, et de 8,2 M\$ pour l'exercice 2019 par rapport à 20,4 M\$ pour l'exercice 2018.

Secteur Matériaux électroniques

Pour le quatrième trimestre de 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 2,8 M\$ pour atteindre 4,4 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté^{1,2} de 21 %, comparativement à 37 % pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 9,6 M\$ pour atteindre 19,6 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 24 %, par rapport à 36 % pour l'exercice 2018.

Secteur Matériaux écologiques

Pour le quatrième trimestre de 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,9 M\$, pour atteindre 2,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 8 %, comparativement à 4 % pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 1,5 M\$, pour atteindre 11,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 10 %, comparativement à 9 % pour l'exercice 2018.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Rapport de gestion

Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2019	T4 2018	E 2019	E 2018
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	146	4 046	1 785	13 972
Résultat de base par action	- \$	0,05 \$	0,02 \$	0,17 \$
Éléments de rapprochement :				
Charge de rémunération à base d'actions	455	721	2 583	3 298
Intérêts théoriques anticipés	-	-	267	1 490
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	-	766	-	316
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	(510)
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(121)	(126)	(760)	(1 082)
Résultat net ajusté¹	480	5 407	3 875	17 484
Résultat net de base ajusté par action¹	0,01 \$	0,06 \$	0,05 \$	0,21 \$

Le résultat net a été de 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, contre 4,0 M\$, ou 0,05 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2018. Le résultat net ajusté¹ a augmenté de 0,3 M\$, atteignant 0,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, par rapport à 5,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Outre le recouvrement d'impôt, le principal élément de rapprochement pour établir le résultat net ajusté au quatrième trimestre de 2019 est la charge de rémunération à base d'actions.

Pour l'exercice 2019, le résultat net a été de 1,8 M\$, ou 0,02 \$ par action, comparativement à 14,0 M\$, ou 0,17 \$ par action, pour l'exercice 2018. Le résultat net ajusté a été de 3,9 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à 17,5 M\$ pour l'exercice 2018. Outre le recouvrement d'impôt, les principaux éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté au cours de l'exercice 2019 sont la charge de rémunération à base d'actions et les intérêts théoriques anticipés comptabilisés en charges à la suite du rachat anticipé des débetures convertibles d'un montant en principal de 26,0 M\$ CA en mars 2019.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2019	T3 2019	T4 2018	T4 2019	T3 2019	T4 2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	68 888	69 380	61 771	20 025	27 181	18 964
Matériaux écologiques	50 009	47 387	51 493	26 819	28 196	36 005
Total	118 897	116 767	113 264	46 844	55 377	54 969

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2019	T3 2019	T4 2018	T4 2019	T3 2019	T4 2018
Matériaux électroniques	306	293	291	89	115	89
Matériaux écologiques	189	155	166	101	92	116
Moyenne pondérée	243	215	217	96	102	105

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2019

Au 31 décembre 2019, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 243 jours de produits annualisés, en hausse de 28 jours, ou 13 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2019.

Au 31 décembre 2019, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 306 jours de produits annualisés, en hausse de 13 jours, ou 4 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2019. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 189 jours de produits annualisés, soit une augmentation de 34 jours, ou 22 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2019.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques représentaient 89 jours pour le quatrième trimestre de 2019, en baisse de 26 jours par rapport à 115 jours pour le troisième trimestre de 2019. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 101 jours pour le quatrième trimestre de 2019, soit une augmentation de 9 jours par rapport à 92 jours pour le troisième trimestre de 2019.

Quatrième trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Au 31 décembre 2019, le carnet de commandes¹ du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 15 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 23 jours, par rapport au 31 décembre 2018, atteignant 243 jours par rapport à 217 jours sur une base consolidée.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont été stables, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 15 jours, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

	T4 2019	T4 2018	E 2019	E 2018
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	2 887	2 469	11 139	8 810
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	4 945	4 713	21 179	23 940
Charge de rémunération à base d'actions	455	721	2 583	3 298
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	-	766	-	316
Charges financières	1 154	722	4 395	6 520
(Recouvrement) charge d'impôt	(140)	(1 812)	2 048	(56)
Total des charges	9 301	7 579	41 344	42 828

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et à 11,1 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à respectivement 2,5 M\$ et 8,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2018. Pour le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019, des montants de respectivement 0,4 M\$ et 1,5 M\$ pour l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ont été inclus dans les charges du fait de l'adoption de la nouvelle norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 4,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et à 21,2 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à respectivement 4,7 M\$ et 23,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2018. Pour l'exercice 2019, les taux de change favorables par rapport à l'exercice 2018 pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale, la diminution des charges découlant de nos activités de restructuration en 2018 ainsi qu'un montant moins élevé au titre des primes d'encouragement à court terme ont eu une incidence positive sur ce poste.

Charge de rémunération à base d'actions

La charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 0,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et à 2,6 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à respectivement 0,7 M\$ et 3,3 M\$ pour les périodes correspondantes de 2018. Ces baisses sont principalement attribuables à la baisse du cours de l'action de la Société à la fin de l'exercice 2019 par rapport au 31 décembre 2018.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration

Aucun produit ni aucune charge associé aux litiges et aux activités de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2019.

Pour le quatrième trimestre de 2018, la Société avait comptabilisé des coûts de 0,8 M\$ associés aux litiges et aux activités de restructuration, en raison d'indemnités de départ découlant de la mise en place d'initiatives visant à optimiser la main-d'œuvre tout au long de l'exercice conformément à son plan stratégique 5N21. De plus, au troisième trimestre de 2018, la Société avait vendu sa participation dans la coentreprise Zhuhai Gallium Industry Co., pour un montant de 0,4 M\$, et avait comptabilisé une perte de 0,3 M\$, en partie contrebalancée par un montant de 0,2 M\$ reçu à la suite de la liquidation de sa participation dans une autre coentreprise, Ingal Stade GmbH, qui avait cessé ses activités de fabrication en 2016. Pour le premier trimestre de 2018, la Société avait comptabilisé des produits de 0,6 M\$ associés aux litiges et aux activités de restructuration, représentant des produits non récurrents liés à un montant à recevoir d'une entité juridique inactive pour laquelle aucune créance n'avait été comptabilisée étant donné l'incertitude s'y rattachant.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, par rapport à 0,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Cette hausse de 0,4 M\$ est principalement attribuable aux pertes de change et au titre de dérivés comptabilisés pour le trimestre considéré, tandis que la Société avait comptabilisé des profits de change et au titre des dérivés pour le quatrième trimestre de 2018. Les charges financières se sont établies à 4,4 M\$ pour l'exercice 2019, comparativement à 6,5 M\$ pour l'exercice 2018. Cette baisse de 2,1 M\$ s'explique principalement par un montant moins élevé comptabilisé au titre des intérêts théoriques anticipés (charge hors trésorerie) à la suite du rachat anticipé des débentures convertibles de 26,0 M\$ CA en mars 2019, comparativement au montant comptabilisé à la suite du rachat anticipé des débentures convertibles de 40,0 M\$ CA en juin 2018. Avec l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, des intérêts théoriques associés aux obligations locatives de respectivement 0,1 M\$ et 0,3 M\$ ont été comptabilisés dans les charges financières pour le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat avant impôt sur le résultat négligeable pour le quatrième trimestre de 2019 et de 3,8 M\$ pour l'exercice 2019. Le recouvrement d'impôt a été de 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, par rapport à un recouvrement d'impôt de 1,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. La charge d'impôt a été de 2,0 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à un recouvrement d'impôt de 0,1 M\$ pour l'exercice 2018. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays ont eu une incidence sur les montants inscrits dans les deux périodes.

Situation financière et sources de financement

	T4 2019	T4 2018	E 2019	E 2018
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	3 343	8 641	15 724	28 643
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	1 817	(5 374)	(13 043)	(26 448)
Activités d'exploitation	5 160	(3 267)	2 681	2 195
Activités d'investissement	(3 076)	(3 085)	(10 182)	(9 754)
Activités de financement	(417)	(26)	794	693
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	216	(231)	48	(434)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 883	(75)	(6 659)	(7 300)

Pour le quatrième trimestre de 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 5,2 M\$, comparativement à 3,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 2,7 M\$ par rapport à 2,2 M\$ pour l'exercice 2018.

La baisse des fonds provenant de l'exploitation¹ par rapport à l'exercice 2018 s'explique principalement par la diminution du BAIIA ajusté^{1, 2}. La variation négative des soldes du fonds de roulement hors trésorerie au cours de l'exercice 2019 découle principalement d'une diminution de 15,6 M\$ des dettes fournisseurs et charges à payer, de la diminution de 4,9 M\$ du montant net de l'impôt sur le résultat à payer ainsi que de l'augmentation de 5,5 M\$ des créances, le tout contrebalancé par une réduction des stocks de 13,5 M\$.

Pour le quatrième trimestre de 2019, comme pour le quatrième trimestre de 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 3,1 M\$, en raison surtout d'ajouts d'immobilisations corporelles. Pour l'exercice 2019, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 10,2 M\$, par rapport à 9,8 M\$ pour l'exercice 2018.

Pour le quatrième trimestre de 2019, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 0,4 M\$, alors que pour le quatrième trimestre de 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement avaient été négligeables. Cette diminution est principalement attribuable aux portions des paiements de loyers se rapportant au principal avec l'adoption, le 1^{er} janvier 2019, de la nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*. Pour l'exercice 2019, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 0,8 M\$, par rapport à 0,7 M\$ pour l'exercice 2018. Cette augmentation découle de l'obtention du nouveau prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans de 25,0 M\$ au premier trimestre de 2019, dont seulement 19,3 M\$ ont servi au rachat des débetures subordonnées convertibles et non garanties en circulation de 26,0 M\$ CA de la Société, alors qu'au deuxième trimestre de 2018, la Société avait emprunté 30 M\$ aux termes de sa facilité de crédit de premier rang, dont 29,7 M\$ avaient servi à rembourser une partie des débetures de 40 M\$ CA. Depuis le début de l'exercice 2019, la Société a racheté et annulé 1 696 733 actions ordinaires pour un montant de 4,0 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et payé un montant de 1,6 M\$ au titre des portions des paiements de loyers se rapportant au principal avec l'adoption de la nouvelle norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

Rapport de gestion

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Stocks	83 367	96 889
Autres actifs courants	61 346	62 396
Passif courant	(37 016)	(65 924)
Fonds de roulement¹	107 697	93 361
Ratio du fonds de roulement¹	3,91	2,42

La hausse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2018 est principalement attribuable à la diminution du passif courant découlant du remboursement anticipé des débetures convertibles d'un montant en principal de 26,0 M\$ CA en mars 2019, qui avaient été reclassées comme obligations à court terme en 2018, et qui ont été remplacées par un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans, ainsi qu'à une baisse des sommes à payer du fait de la diminution des stocks comparativement au 31 décembre 2018. La diminution des stocks s'explique en grande partie par la réduction des activités d'affinage et de recyclage annoncée au deuxième trimestre de 2019 combinée aux fluctuations défavorables du cours des métaux sous-jacents.

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	55 107	30 175
Débetures convertibles	-	18 571
Swap de devises	-	197
Total de la dette¹	55 107	48 943
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(20 065)	(26 724)
Dettes nettes¹	35 042	22 219

Le total de la dette¹, incluant le swap de devises, a augmenté de 6,2 M\$ pour s'établir à 55,1 M\$ au 31 décembre 2019, par rapport à 48,9 M\$ au 31 décembre 2018. Cette augmentation s'explique en grande partie par le remplacement des débetures convertibles par un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans et d'une valeur nominale plus élevée.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a augmenté de 12,8 M\$, pour s'établir à 35,0 M\$ au 31 décembre 2019, par rapport à 22,2 M\$ au 31 décembre 2018, en raison principalement des besoins en fonds de roulement hors trésorerie.

Le 28 mars 2019, la Société a procédé au rachat de la totalité de ses débetures subordonnées convertibles et non garanties à 5,75 % échéant le 30 juin 2019 en circulation, pour un montant en principal total de 26,0 M\$ CA. Le 22 mars 2019, la Société a prélevé la deuxième tranche de 20,0 M\$ de son nouveau prêt à terme pour rembourser les débetures en circulation. Au 31 décembre 2019, il ne restait aucune débenture convertible en circulation.

De ce fait, la Société a annulé la désignation de la tranche restante d'une valeur nominale de 26,0 M\$ CA du swap de devises connexe et a reclassé la perte nette de 0,1 M\$, représentant les variations nettes cumulées des couvertures de flux de trésorerie, des autres éléments du résultat global pour la porter dans la perte réalisée liée à l'annulation de la désignation dans l'état du résultat net consolidé.

Après le rachat des débetures convertibles d'un montant en principal de 26,0 M\$ CA, des intérêts théoriques anticipés de 0,3 M\$ ont été comptabilisés en charges dans l'état du résultat net consolidé.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 065	26 724
Dette bancaire disponible	1 431	1 454
Facilité de crédit renouvelable disponible	49 000	49 000
Sources de financement à court terme disponibles	70 496	77 178

En avril 2018, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 79,0 M\$ échéant en avril 2022. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang / BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En février 2019, un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

	Au 25 février 2020	Au 31 décembre 2019
Actions émises et en circulation	83 401 558	83 401 558
Options sur actions pouvant être émises	928 291	932 041

Le 27 février 2019, la Bourse de Toronto a approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle la Société a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 3 515 926 actions ordinaires du 1^{er} mars 2019 au 29 février 2020. Pour l'exercice 2019, la Société a racheté et annulé 1 696 733 actions ordinaires à un prix moyen de 2,35 \$ (3,16 \$ CA) pour un montant total de 4,0 M\$, qui a été comptabilisé en diminution des capitaux propres.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « nouveau régime »). Le nouveau régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2019, dans le cadre du nouveau régime, la Société a attribué 248 543 unités d'actions restreintes (393 897 pour l'exercice 2018), elle en a réglé 1 157 099 (28 361 pour l'exercice 2018) et 81 042 ont été annulées par déchéance (67 370 pour l'exercice 2018). Au 31 décembre 2019, 864 428 unités d'actions restreintes étaient en circulation dans le cadre du nouveau régime (1 854 026 au 31 décembre 2018).

Rapport de gestion

Pour l'exercice 2019, la Société a attribué 430 000 unités d'actions liées au rendement (aucune pour l'exercice 2018) et elle en a réglé 166 667 (aucune pour l'exercice 2018). Au 31 décembre 2019, 763 333 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (500 000 au 31 décembre 2018).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2019 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2019		2018	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 490 541	2,32	2 224 747	2,20
Attribuées	123 016	3,43	143 335	2,71
Exercées	(488 500)	1,98	(708 750)	1,92
Annulées par déchéance	(193 016)	2,61	(137 704)	2,54
Expirées	-	-	(31 087)	3,61
En circulation à la fin de l'exercice	932 041	2,58	1 490 541	2,32
Exercables à la fin de l'exercice	632 360	2,65	726 750	2,75

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la nouvelle norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 16 et 24 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2019 :

	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	32 066	32 066	-	-	-	-	32 066
Dettes à long terme	55 107	2 790	2 683	32 008	25 418	-	62 899
Obligations locatives	6 236	1 539	1 248	567	410	4 202	7 966
Total	93 409	36 395	3 931	32 575	25 828	4 202	102 931

Engagements

Aux 31 décembre 2019 et 2018, dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,4 M\$.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Rapport de gestion

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2019 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 16 – Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la nouvelle norme comptable IFRS 16 en appliquant l'approche rétrospective modifiée.

Ajustements comptabilisés au moment de l'adoption d'IFRS 16

Au moment de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives pour les contrats de location qui avaient été auparavant classés comme contrats de location simple en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*. Ces obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} janvier 2019, qui était de 4,45 %.

	1 ^{er} janvier 2019
	\$
Engagements découlant de contrats de location simple présentés au 31 décembre 2018	4 294
Incidence de l'actualisation de ces engagements	(260)
Incidence de la comptabilisation hors bilan des contrats de location à court terme et des contrats de location de biens de faible valeur	(80)
Ajustement découlant du traitement différent des options de prolongation	3 198
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	7 152
Soit :	
Partie courante des obligations locatives	1 554
Partie non courante des obligations locatives	5 598

Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant correspondant à l'obligation locative et sont liés aux types de biens suivants :

	31 décembre 2019	1 ^{er} janvier 2019
	\$	\$
Terrains et bâtiments	5 239	6 342
Matériel de production	468	454
Matériel de bureau et matériel roulant	343	356
Total des actifs au titre de droits d'utilisation	6 050	7 152

Comme il est mentionné ci-dessus, le changement de méthode comptable a entraîné une augmentation de 7,2 M\$ des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives comptabilisés au bilan au 1^{er} janvier 2019.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2019 se présente comme suit :

	T4 2019	E 2019
	\$	\$
Augmentation du BAIIA ajusté ¹ /BAIIA ¹	475	1 900
Augmentation des charges financières	70	296
Augmentation de l'amortissement	392	1 470

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mesures de simplification appliquées

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes permises par la norme :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation de contrats de location simple dont la durée résiduelle au 1^{er} janvier 2019 était de moins de douze mois comme des contrats de location à court terme;
- l'utilisation des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

La Société a également choisi de ne pas procéder à une nouvelle appréciation visant à déterminer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de la première application. Pour les contrats conclus avant la date de transition, la Société s'est plutôt fondée sur son appréciation effectuée lorsqu'elle appliquait IAS 17 et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

Activités de location de la Société et méthode de comptabilisation

La Société loue diverses installations de production et des entrepôts, du matériel de production et du mobilier, du matériel de bureau et du matériel roulant. Les contrats de location sont généralement établis pour des périodes fixes d'une durée de 2 à 5 ans mais peuvent être assortis d'options de prolongation (décrites ci-après). Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location ne comportent pas de clauses restrictives, mais les biens loués ne peuvent pas servir de garantie à des emprunts.

Jusqu'à la clôture de l'exercice 2018, les contrats de location d'immobilisations corporelles étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets de tout incitatif reçu du bailleur) étaient comptabilisés en résultat net selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Chaque paiement de loyer est réparti entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est comptabilisée en résultat net sur la durée du contrat de location de manière à ce que soit appliqué pour chaque période un taux d'intérêt constant au solde de l'obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée. Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par le preneur.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Rapport de gestion

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui se compose de ce qui suit :

- le montant correspondant à l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- les coûts directs initiaux;
- les coûts de remise en état.

Les paiements associés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges dans le résultat net selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de douze mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Options de prolongation

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a également adopté la nouvelle norme comptable IFRIC 23.

Cette interprétation fournit des indications sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. La Société a conclu que l'application de cette nouvelle norme n'a pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources sur le marché, notamment des informations publiques sur les prix des métaux auxquelles elle a accès au 31 décembre 2019. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations incorporelles et corporelles de la Société dans des périodes futures.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs dans l'année qui suit : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

Rapport de gestion

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 23 des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 16, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Swap de devises	-	(197)
Swap sur actions	4 862	5 835

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 24 des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme, constituée de créances subordonnées, soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 0,3 M\$ sur le résultat net de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2019.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises visant les flux de trésorerie liés aux débentures convertibles de 66,0 M\$ CA, en appliquant les principes de la comptabilité de couverture. À la suite du rachat anticipé de débentures convertibles le 28 juin 2018 et le 28 mars 2019, la Société a annulé respectivement la désignation d'une tranche d'une valeur nominale de 40,0 M\$ CA et d'une tranche d'une valeur nominale de 26,0 M\$ CA du swap de devises connexe.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2019, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2019 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	605	3 122	1 136	724	161	59
Créances	1 007	6 558	-	1 315	3	251
Autres actifs courants	4 862	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(9 202)	(7 496)	(65)	(62)	(242)	(411)
Dettes à long terme	(107)	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(756)	(746)	-	-	(25)	(93)
Actifs (passifs) financiers nets	(3 591)	1 438	1 071	1 977	(103)	(194)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2019 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(180)	72	54	99	(5)	(10)
Affaiblissement de 5 %	180	(72)	(54)	(99)	5	10

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Rapport de gestion

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus a pour objectif d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et il s'articule autour de trois piliers de croissance : 1) optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval; 2) dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux; et 3) assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, le Laos et la Malaisie et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoûts importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoûts néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber notre chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans nos installations ou celles de nos fournisseurs ou de nos clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies, les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la disruption des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau.

Nos programmes d'assurance ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à nos activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, notre assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par notre assurance pourrait nuire à nos activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de common law, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont nous jouissons. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur nos activités. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation du commerce international

Nous exerçons nos activités dans plusieurs pays et, par conséquent, sommes exposés à des risques en cas de changement dans la réglementation et les politiques en matière de commerce international. Ces risques comprennent, sans s'y restreindre, les obstacles ou les restrictions touchant le libre-échange, et les modifications relatives aux taxes et impôts, aux tarifs et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Le contexte politique mondial actuel, notamment les positions de l'Administration américaine à l'égard de la Chine et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier 2020, entre autres, ont semblé favoriser l'imposition de restrictions commerciales plus contraignantes. De telles restrictions pourraient avoir un effet négatif sur nos activités si elles devaient limiter notre capacité d'exporter nos produits vers des marchés où nous exerçons actuellement nos activités ou d'importer des matières premières en provenance de nos fournisseurs actuels. En revanche, il est possible que ces restrictions aient un effet favorable sur nos activités si elles devaient freiner la concurrence au sein des marchés où nous exerçons nos activités, sans avoir une incidence néfaste sur nos affaires.

Favorisant la proximité avec nos clients et nos fournisseurs, nous exerçons nos activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, toutefois, rien ne garantit que nous ne subissions pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux changements sur la scène politique internationale et à leur incidence sur le commerce mondial.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à notre réputation; mettre un frein à nos activités d'exploitation à l'une de nos installations; nous exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre nous et nuire grandement à nos activités, à nos résultats d'exploitation ou à notre situation financière. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Rapport de gestion

Concurrence

Nous sommes un chef de file de la production de métaux technologiques et de produits chimiques spécialisés et nous avons peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur. Rien ne garantit que nos ententes de confidentialité procureront une protection utile de nos droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou que nous pourrions protéger efficacement nos secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Changements apportés au carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service les employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques de litiges

Nous sommes susceptibles de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non.

Interruptions de systèmes informatiques, de l'infrastructure réseau, perte de données et violation de la sécurité informatique

Nous comptons sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer le fonctionnement adéquat de la Société. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de nos logiciels et de notre matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit nos systèmes et notre infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble des activités de la Société. Ce serait également le cas si notre réseau, nos systèmes informatiques et nos systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Nos actions sont cotées et, par conséquent, nous sommes tenus de nous conformer à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour ses concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Rapport de gestion

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la charge de rémunération à base d'actions, la dépréciation des actifs non courants, les coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions, de la dépréciation des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement. Nous avons recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. Nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge de rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de l'incidence de la dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette correspond au montant total de la dette (dette à long terme, débentures convertibles et swap de devises dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute nouvelle mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société.

Le rendement du capital investi est une mesure financière non conforme aux IFRS. Il est obtenu en divisant le BAII ajusté annualisé par le montant du capital investi à la fin de la période. Le BAII ajusté se calcule comme le BAIIA ajusté, moins l'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (ajusté pour tenir compte de la charge au titre de l'amortissement accéléré, s'il y a lieu). Le capital investi correspond à la somme des créances, des stocks, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles, moins les dettes fournisseurs et charges à payer (ajustées pour tenir compte des éléments exceptionnels). Nous nous servons de cette mesure que nous avons recours à du financement par emprunts ou par capitaux propres. À notre avis, cette mesure fournit des renseignements utiles pour déterminer si le capital investi dans les activités de la Société dégage un rendement concurrentiel. Le RCI comporte toutefois des limites puisqu'il s'agit d'un ratio. Il ne permet donc pas de fournir de renseignements quant au montant absolu du résultat net, de la dette et des capitaux propres de la Société. Certains éléments sont également exclus du calcul du RCI et d'autres sociétés pourraient utiliser une mesure similaire, calculée différemment.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Rapport de gestion

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	31 déc. 2018	30 sept. 2018	30 juin 2018	31 mars 2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	44 714	49 554	50 290	51 413	47 710	53 379	58 359	58 547
BAIIA ^{1,2}	3 682	5 860	5 321	4 188	5 589	7 772	7 860	7 800
BAIIA ajusté ^{1,2}	4 502	5 974	5 862	5 612	6 912	8 581	8 972	7 885
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	146	1 030	1 758	(1 149)	4 046	3 457	3 417	3 051
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	- \$	0,01 \$	0,02 \$	(0,01) \$	0,05 \$	0,04 \$	0,04 \$	0,04 \$
Résultat net	146	1 030	1 758	(1 149)	4 046	3 458	3 420	3 048
Résultat de base par action	- \$	0,01 \$	0,02 \$	(0,01) \$	0,05 \$	0,04 \$	0,04 \$	0,04 \$
Résultat dilué par action	- \$	0,01 \$	0,02 \$	(0,01) \$	0,05 \$	0,04 \$	0,04 \$	0,04 \$
Résultat net ajusté ¹	480	1 460	2 055	(120)	5 407	3 919	5 344	2 814
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,01 \$	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,06 \$	0,05 \$	0,06 \$	0,03 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	3 343	4 570	4 866	2 945	8 641	6 582	7 194	6 226
Carnet de commandes ¹	243 jours	215 jours	201 jours	202 jours	217 jours	181 jours	170 jours	172 jours

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2019	2018	2017
	\$	\$	\$
Produits	195 971	217 995	219 916
BAIIA	19 051	29 021	26 863
BAIIA ajusté	21 950	32 350	29 587
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	1 785	13 971	12 023
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,02 \$	0,17 \$	0,14 \$
Résultat net	1 785	13 972	12 013
Résultat de base par action	0,02 \$	0,17 \$	0,14 \$
Résultat dilué par action	0,02 \$	0,17 \$	0,14 \$
Résultat net ajusté	3 875	17 484	13 889
Résultat net de base ajusté par action	0,05 \$	0,21 \$	0,17 \$
Fonds provenant de l'exploitation	15 724	28 643	26 336
Carnet de commandes	243 jours	217 jours	187 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	229 942	237 057	244 932
Total du passif non courant	75 629	51 430	70 851
Dette nette ¹	35 042	22 219	11 413
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	117 297	119 703	105 446

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Le 1^{er} janvier 2019, la Société a appliqué IFRS 16, *Contrats de location*, de manière rétrospective, sans retraitement des informations comparatives, dont les mesures et les tableaux non conformes aux IFRS, comme le permet la norme. Cela a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et le BAIIA de l'exercice considéré par rapport au BAIIA ajusté et au BAIIA de l'exercice précédent (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et changements » pour plus de précisions).

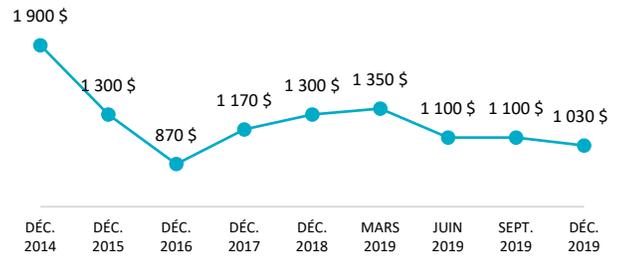
Prix des métaux

(en dollars américains le kilo)

Bismuth



Germanium



Sélénium



Tellure



Source : Low Metal Bulletin

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE 5N PLUS INC.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, qui intègrent les Normes internationales d'information financière. Il incombe à la direction de choisir les méthodes comptables et d'établir les jugements et les estimations comptables importants.

La direction est également responsable de toutes les autres informations incluses dans le rapport de gestion et il lui appartient de s'assurer que ces informations concordent avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquat, qui comprend les politiques et les procédures qui fournissent une assurance raisonnable à l'égard de la protection des actifs ainsi que de l'exhaustivité, le caractère fidèle et l'exactitude des états financiers consolidés.

Le Comité d'audit et de gestion des risques, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Société et fait ses recommandations au conseil d'administration au sujet de l'approbation des états financiers, surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités quant au caractère adéquat des systèmes de contrôle interne appropriés, s'assure de l'indépendance, des compétences et de la nomination des auditeurs externes et examine les honoraires des services d'audit, des services liés à l'audit et des services autres que d'audit ainsi que les frais connexes. Le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés de la Société et le rapport de gestion avant leur publication. Le Comité d'audit et de gestion des risques rencontre la direction et les auditeurs internes et externes au moins quatre fois par année pour examiner l'information financière, les obligations d'information, les questions liées à l'audit et d'autres points.

Les auditeurs externes, à savoir PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., effectuent un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion à leur égard. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les auditeurs externes ont un accès illimité au Comité d'audit et de gestion des risques et rencontrent celui-ci régulièrement.

(signé) Arjang J. Roshan
Arjang J. Roshan
Président et chef de la direction

(signé) Richard Perron
Richard Perron
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 25 février 2020



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux Actionnaires de 5N Plus Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2019 et 2018;
- les états du résultat net consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Marc-Stéphane Pennee.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 25 février 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

États de la situation financière consolidés

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains)

	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
		\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20 065	26 724
Créances	4	28 477	22 984
Stocks	5	83 367	96 889
Impôt sur le résultat à recevoir	15	5 433	4 891
Autres actifs courants	16	7 371	7 797
Total de l'actif courant		144 713	159 285
Immobilisations corporelles	6, 26	58 590	57 297
Actifs au titre de droits d'utilisation	7, 26	6 050	-
Immobilisations incorporelles	8, 26	10 990	11 199
Actifs d'impôt différé	15	8 425	7 872
Autres actifs	9	1 174	1 404
Total de l'actif non courant		85 229	77 772
Total de l'actif		229 942	237 057
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	10	32 066	39 249
Impôt sur le résultat à payer	15	3 374	7 732
Passifs financiers dérivés	16	-	197
Partie courante de la dette à long terme	11	107	175
Partie courante des débentures convertibles	12	-	18 571
Partie courante des obligations locatives	7	1 469	-
Total du passif courant		37 016	65 924
Dette à long terme	11	55 000	30 000
Passifs d'impôt différé	15	269	266
Obligation au titre du régime d'avantages du personnel	13	15 398	14 619
Obligations locatives	7	4 767	-
Autres passifs	14	195	6 545
Total du passif non courant		75 629	51 430
Total du passif		112 645	117 354
Capitaux propres		117 297	119 703
Total du passif et des capitaux propres		229 942	237 057

Engagements et éventualités (note 22)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat net consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

	Notes	2019	2018
		\$	\$
Produits		195 971	217 995
Coût des ventes	26	161 213	169 061
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	26	21 179	23 940
Autres charges (produits), montant net	26	5 351	4 536
Quote-part du résultat des coentreprises		-	22
		187 743	197 559
Résultat d'exploitation		8 228	20 436
Charges financières			
Intérêt sur la dette à long terme		2 914	2 873
Intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	7, 12	1 165	3 422
Pertes de change et au titre de dérivés		316	225
		4 395	6 520
Résultat avant impôt sur le résultat		3 833	13 916
Charge (recouvrement) d'impôt			
Exigible	15	2 187	848
Différé	15	(139)	(904)
		2 048	(56)
Résultat net		1 785	13 972
Attribuable :			
Aux actionnaires de 5N Plus inc.		1 785	13 972
		1 785	13 972
Résultat par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	20	0,02	0,17
Résultat de base par action	20	0,02	0,17
Résultat dilué par action	20	0,02	0,17

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains)

	Notes	2019	2018
Résultat net		\$ 1 785	\$ 13 972
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net ultérieurement			
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie			
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	16	723	(2 384)
Reclassement en résultat net		(693)	2 461
Annulation de la désignation de couvertures de flux de trésorerie	12	145	(79)
Impôt sur le résultat		(21)	(1)
		154	(3)
Écart de change		(293)	(964)
		(139)	(967)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net ultérieurement			
Réévaluation de l'obligation au titre du régime d'avantages du personnel	13	(1 369)	(200)
Impôt sur le résultat		432	63
		(937)	(137)
Autres éléments du résultat global		(1 076)	(1 104)
Résultat global		709	12 868
Attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.		709	12 868

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États des variations des capitaux propres consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

2019	Attribuables aux actionnaires de la Société						Total des capitaux propres	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	aux actionnaires			
Soldes au début de l'exercice	84 609 791	343 480	4 444	(5 674)	(222 547)	119 703	-	119 703	
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	1 785	1 785	-	1 785	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 076)	-	(1 076)	-	(1 076)	
Résultat global	-	-	-	(1 076)	1 785	709	-	709	
Réduction du capital-actions (note 19)	-	(338 478)	338 478	-	-	-	-	-	
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 19)	(1 696 733)	(101)	-	-	(3 889)	(3 990)	-	(3 990)	
Exercice d'options sur actions (note 21)	488 500	1 060	(337)	-	-	723	-	723	
Rémunération à base d'actions (note 21)	-	-	152	-	-	152	-	152	
Soldes à la fin de l'exercice	83 401 558	5 961	342 737	(6 750)	(224 651)	117 297	-	117 297	

2018	Attribuables aux actionnaires de la Société						Total des capitaux propres	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	aux actionnaires			
Soldes au début de l'exercice	83 901 041	341 949	4 586	(4 570)	(236 519)	105 446	(18)	105 428	
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	13 972	13 972	-	13 972	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 104)	-	(1 104)	-	(1 104)	
Résultat global	-	-	-	(1 104)	13 972	12 868	-	12 868	
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	18	18	
Exercice d'options sur actions (note 21)	708 750	1 531	(487)	-	-	1 044	-	1 044	
Rémunération à base d'actions (note 21)	-	-	345	-	-	345	-	345	
Soldes à la fin de l'exercice	84 609 791	343 480	4 444	(5 674)	(222 547)	119 703	-	119 703	

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

	Notes	2019	2018
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Résultat net		1 785	13 972
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles		9 669	8 810
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	7	1 470	-
Amortissement des autres actifs		173	163
Augmentation (reprise) de la correction de valeur pour pertes	4, 24	23	(29)
Charge de rémunération à base d'actions	21	1 334	3 422
Impôt sur le résultat différé	15	(139)	(904)
Quote-part du résultat des coentreprises		-	22
Perte sur la sortie d'une participation dans une coentreprise		-	360
Intérêts théoriques	7, 12	792	3 146
Obligation au titre du régime d'avantages du personnel	13	(313)	(291)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles		(32)	(510)
Perte (profit) latent(e) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		1 249	(124)
(Profit) perte de change latent(e) sur des actifs et des passifs		(457)	370
Perte réalisée sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		-	670
Perte (profit) de change réalisé(e) sur des actifs et des passifs		25	(355)
Perte (profit) lié(e) à l'annulation de la désignation de couvertures de flux de trésorerie	12	145	(79)
Fonds provenant de l'exploitation avant ce qui suit :		15 724	28 643
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	18	(13 043)	(26 448)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		2 681	2 195
Activités d'investissement			
Ajouts d'immobilisations corporelles	6, 18	(9 447)	(10 098)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	8	(815)	(1 198)
Produits de la sortie d'une participation dans une coentreprise		-	417
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	6	80	1 125
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(10 182)	(9 754)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme		(75)	(78)
Produits tirés de l'émission de titres d'emprunt à long terme	11	25 000	30 000
Frais liés à l'émission de titres d'emprunt à long terme		-	(679)
Remboursement de débentures convertibles	12	(19 259)	(29 714)
Actions ordinaires rachetées	19	(3 990)	-
Émission d'actions ordinaires	19	723	1 044
Portions des paiements de loyers se rapportant au principal		(1 605)	-
Augmentation des autres passifs	14	-	120
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		794	693
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		48	(434)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(6 659)	(7 300)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		26 724	34 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		20 065	26 724
Informations supplémentaires¹			
Impôt sur le résultat payé		6 554	1 190
Intérêts payés		2 392	2 714

¹ Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

1. Nature des activités

5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société ») est une société internationale établie au Canada. Chef de file de la production de matériaux technologiques et de produits chimiques spécialisés à l'échelle mondiale, 5N Plus mise sur ses capacités intégrées de recyclage et de raffinage pour assurer la pérennité de son modèle d'affaires. Son siège social est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4. La Société gère des centres de recherche et développement, de production et de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits que ses clients utilisent comme précurseurs dans le cadre de plusieurs applications électroniques, optoélectroniques, pharmaceutiques et industrielles avancées ainsi que d'applications liées à la santé et à l'énergie renouvelable. Un grand nombre des produits fabriqués par 5N Plus sont essentiels pour assurer la fonctionnalité et la performance des produits et systèmes fabriqués par ses clients, dont bon nombre sont des chefs de file dans leur secteur d'activité. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX »). Dans les présents états financiers consolidés, la « Société » s'entend de 5N Plus et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 25 février 2020, la publication des présents états financiers consolidés.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB (« IFRS »). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés, qui sont comptabilisés à leur juste valeur.

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés, sont abordés dans la présente note, à la section intitulée « Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables ».

a) Filiales

Les filiales sont toutes des entités (y compris les entités structurées) sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle elles ne sont plus contrôlées par la Société.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les principales filiales qui ont une incidence importante sur les résultats ou sur les actifs de la Société :

	Pays où la société a été constituée	Participation (%)	
		2019	2018
5N Plus inc.	Canada	100 %	100 %
5N PV GmbH	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Lübeck GmbH	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Belgium SA	Belgique	100 %	100 %
5N Plus Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
5N Plus Wisconsin Inc.	États-Unis	100 %	100 %

Le dollar américain est la monnaie fonctionnelle de toutes ces filiales.

Les transactions et soldes intragroupe, notamment les produits et charges liés à des transactions effectuées entre différentes sociétés du groupe, sont éliminés. Les profits et pertes découlant de transactions intragroupe qui sont comptabilisés dans les actifs sont aussi éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

b) Coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint, c'est-à-dire que la prise des décisions stratégiques financières et opérationnelles relatives aux activités de la coentreprise requiert le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les participations dans des coentreprises sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat des coentreprises revenant à la Société est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, et la quote-part des autres éléments du résultat global des coentreprises est incluse dans les autres éléments du résultat global.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires et les éléments des produits et des charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés à l'état du résultat net consolidé.

Les profits et pertes de change sont présentés dans les pertes de change et au titre de dérivés à l'état du résultat net consolidé.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

c) Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change découlant de cette conversion sont inclus dans l'écart de change dans les autres éléments du résultat global. Les produits et les charges sont convertis aux cours du change moyens de la période.

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs principaux : les Matériaux électroniques et les Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources.

Le secteur Matériaux électroniques fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs de la sécurité, de l'aérospatiale, de la détection, de l'imagerie, de l'énergie renouvelable ainsi que dans divers matériaux techniques.

Le secteur Matériaux écologiques fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans un certain nombre d'applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, des aliments pour animaux, des matériaux de catalyse et d'extraction ainsi que dans divers matériaux industriels.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés ».

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. L'information financière relative au recyclage et à la négociation de matières complexes est répartie entre les deux principaux secteurs. Toutes les transactions entre le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services et sont évalués aux montants stipulés dans les contrats conclus avec les clients.

La vente de produits manufacturés est comptabilisée lorsque les produits sont livrés au client, ce qui correspond également au moment où le contrôle des produits est transféré, et lorsqu'il n'existe plus aucune obligation non remplie susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison a lieu lorsque les produits ont été expédiés à l'emplacement convenu, que le risque de perte a été transféré au client et que les produits ont été acceptés par le client conformément au contrat de vente. Les produits tirés des activités d'affinage en sous-traitance (ou « à façon »), sont comptabilisés une fois que les services ont été rendus, à un moment précis.

Les créances sont comptabilisées une fois que les produits ont été livrés ou que les services ont été rendus, car c'est à ce moment précis que la contrepartie est inconditionnelle, seul l'écoulement du temps permettant de déterminer que le paiement est exigible. La Société ne s'attend pas à conclure des contrats pour lesquels la période entre la fourniture des produits ou services promis à un client et le paiement par le client excède un an. Par conséquent, la Société ne procède à aucun ajustement des prix de transaction pour refléter la valeur temps de l'argent. Les paiements reçus ou les avances exigibles aux termes d'accords contractuels sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'au moment où toutes les conditions de comptabilisation des produits énoncées précédemment sont respectées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises ultérieures, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en tenant compte des valeurs résiduelles. Les durées d'utilité sont comme suit :

	Période
Terrains	Non amortis
Bâtiments	25 ans
Matériel de production	Jusqu'à 15 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel roulant	3 à 10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat de location

Les coûts des révisions majeures et des remplacements sont incorporés au coût de l'actif à l'état de la situation financière consolidé à titre de composante distincte, et la pièce remplacée ou la révision précédente est sortie. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Contrats de location (depuis le 1^{er} janvier 2019)

La Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui se compose de ce qui suit :

- le montant correspondant à l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- les coûts directs initiaux;
- les coûts de remise en état.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Obligations locatives

Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par le preneur.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Chaque paiement de loyer est réparti entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est comptabilisée en résultat net sur la durée du contrat de location de manière à ce que soit appliqué pour chaque période un taux d'intérêt constant au solde de l'obligation locative.

Les paiements associés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges dans le résultat net selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une base linéaire sur leur durée d'utilité suivante en années :

	Période
Technologie	5 ans
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans

Dépréciation des actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers amortissables de la Société est soumise à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout moment dans l'année lorsqu'il existe un indice de dépréciation.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée du coût de sortie. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement, sauf si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou d'autres groupes d'actifs, auquel cas l'UGT à laquelle l'actif appartient est utilisée pour déterminer la valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue la possibilité que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement puissent faire l'objet d'une reprise. Une perte de valeur est reprise s'il existe des indices que la perte a diminué ou n'existe plus en raison de modifications apportées aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée à la suite d'une reprise de perte de valeur, ne doit cependant pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les reprises sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Instruments financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière consolidé si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Évaluation

Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges en résultat net.

Les actifs financiers comprenant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité pour établir si leurs flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures dépend du classement de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes en se basant sur la raison pour laquelle ils ont été acquis et sur leurs caractéristiques.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Actifs financiers

Titres de créance

Lors des évaluations ultérieures, la Société classe ses titres de créances selon deux catégories d'évaluation, soit :

- Coût amorti : Les actifs détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation est directement comptabilisé en résultat net et présenté dans les autres profits et pertes, avec les profits et pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées dans un poste distinct à l'état du résultat net consolidé.
- Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Les actifs ne respectant pas les critères de comptabilisation au coût amorti ou à la JVAERG sont évalués à la JVRN. Un profit ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé en résultat net et présenté dans les autres profits et pertes, dans la période au cours de laquelle il survient.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Catégorie	Instruments financiers
Actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	Autres actifs courants Actifs financiers dérivés ¹ Passifs financiers dérivés ¹
Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie Créances Dettes fournisseurs et charges à payer Dette à long terme Débetures convertibles

¹ Les instruments financiers dérivés sont désignés dans une relation de couverture.

Dépréciation

À chaque date de clôture, la Société évalue de manière prospective les pertes de crédit attendues découlant de ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée nécessite de déterminer s'il y a eu une importante augmentation du risque de crédit.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée comme l'autorise la norme IFRS 9, laquelle exige que les pertes attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des créances (note 24). La Société suppose qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Instrument financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte qui en résulte dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme des couvertures d'un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

Les justes valeurs des divers instruments dérivés utilisés à des fins de couverture sont présentées à la note 16.

Le montant total de la juste valeur d'un dérivé de couverture est classé comme un actif ou un passif non courant lorsque la durée restant à courir de l'élément couvert est supérieure à douze mois, et comme un actif ou un passif courant lorsque la durée restant à courir est inférieure à douze mois. Les dérivés détenus à des fins de transaction sont classés comme des actifs ou passifs courants.

La Société applique une comptabilité de couverture de flux de trésorerie à certains contrats de change à terme et au swap de devises conclus pour couvrir les opérations prévues. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la partie des profits ou des pertes sur l'élément de couverture qui constitue une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état du résultat net consolidé à titre d'ajustements de reclassement lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat net.

Passifs financiers dérivés incorporés

Les dérivés incorporés, qui comprennent l'option de conversion des débetures, sont comptabilisés à la juste valeur séparément du contrat hôte lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement ni étroitement liés à ceux du contrat hôte. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières à l'état du résultat net consolidé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à prix fixe à long terme. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées, et le coût moyen des matières premières est comptabilisé séparément pendant toute la durée des contrats.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice, comprenant la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, sauf si elle est liée à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas la charge d'impôt est aussi comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

a) Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière consolidé dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le bénéfice imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

b) Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale du goodwill. La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale) ne donne lieu à aucun impôt différé. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière consolidé et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle les actifs d'impôt différé correspondants seront réalisés ou les passifs d'impôt différé correspondants seront réglés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporaires pourront être imputées, sera disponible.

Un impôt différé est comptabilisé pour tenir compte de l'incidence des différences temporaires liées à des participations dans des filiales et dans des coentreprises, sauf à l'égard des passifs d'impôt différé lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail. Aucune provision n'est comptabilisée au titre des pertes d'exploitation futures.

Lorsqu'il existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est comptabilisée même si la probabilité qu'une sortie de ressources à l'égard d'un élément compris dans la même catégorie d'obligations est faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des sorties de trésorerie attendues nécessaires au règlement de l'obligation, au moyen d'un taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la provision en raison de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Des provisions pour restructuration, composées d'indemnités de départ et d'autres coûts liés à la fermeture de sites, sont comptabilisées lorsqu'un plan de restructuration établi et détaillé précise l'activité ou la partie de l'activité concernée, la localisation et le nombre de membres du personnel visés, une estimation détaillée des coûts liés à la restructuration et un calendrier approprié qui a été communiqué aux personnes visées.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont inscrits dans les autres charges à l'état du résultat net consolidé pour la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement qui sont des frais directement attribuables, internes ou externes, sont passés en charges à l'état du résultat net consolidé, sauf si la Société peut démontrer tout ce qui suit (auquel cas, ils sont comptabilisés dans les frais de développement compris dans les immobilisations incorporelles) :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La Société doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à un régime de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- Le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite obtenus par les membres du personnel est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé.
- Aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur.
- Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglés en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus, le taux de renonciation attendu et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif, selon laquelle la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa propre période d'acquisition.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de clôture jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur de la charge de rémunération est calculée en multipliant le nombre d'unités dont les droits seront vraisemblablement acquis par la juste valeur d'une unité à la date d'attribution selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Jusqu'à ce que le passif soit réglé, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date du règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le résultat net de la période.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice qui est attribuable aux porteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action ne reflète les hypothèses de conversion, d'exercice ou d'émission éventuelles de titres que si ces hypothèses ont un effet dilutif sur le résultat par action. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions et celle de la conversion hypothétique, pour les débetures convertibles.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources sur le marché, notamment des informations publiques sur les prix des métaux auxquelles elle a accès au 31 décembre 2019. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations incorporelles et corporelles de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable (note 15).

Méthodes comptables appliquées jusqu'au 31 décembre 2018

Contrats de location (avant l'adoption d'IFRS 16)

Les contrats de location étaient classés comme étant des contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué était transférée à la Société. À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilisait l'actif loué à sa juste valeur ou, si celle-ci était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, et elle inscrivait un montant correspondant à titre d'obligation liée à un contrat de location-financement. Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges financières et la réduction de l'obligation liée au contrat de location-financement afin que la proportion de l'encours de la dette demeure constante. Les charges financières étaient comptabilisées en résultat net sur la durée du contrat de location.

Tous les autres contrats de location étaient classés comme étant des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple étaient comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3. Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 16 – Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la nouvelle norme comptable IFRS 16 en appliquant l'approche rétrospective modifiée.

Ajustements comptabilisés au moment de l'adoption d'IFRS 16

Au moment de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives pour les contrats de location qui avaient été auparavant classés comme contrats de location simple en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*. Ces obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} janvier 2019, qui était de 4,45 %.

	1 ^{er} janvier 2019
	\$
Engagements découlant de contrats de location simple présentés au 31 décembre 2018	4 294
Incidence de l'actualisation de ces engagements	(260)
Incidence de la comptabilisation hors bilan des contrats de location à court terme et des contrats de location de biens de faible valeur	(80)
Ajustement découlant du traitement différent des options de prolongation	3 198
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	7 152
Soit :	
Partie courante des obligations locatives	1 554
Partie non courante des obligations locatives	5 598

Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant correspondant à l'obligation locative et sont liés aux types de biens suivants :

	1 ^{er} janvier 2019
	\$
Terrains et bâtiments	6 342
Matériel de production	454
Matériel de bureau et matériel roulant	356
Total des actifs au titre de droits d'utilisation	7 152

Comme il est mentionné ci-dessus, le changement de méthode comptable a entraîné une augmentation de 7 152 \$ des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives comptabilisés au bilan au 1^{er} janvier 2019.

Mesures de simplification appliquées

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes permises par la norme :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation de contrats de location simple dont la durée résiduelle au 1^{er} janvier 2019 était de moins de 12 mois comme des contrats de location à court terme;
- l'utilisation des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La Société a également choisi de ne pas procéder à une nouvelle appréciation visant à déterminer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de la première application. Pour les contrats conclus avant la date de transition, la Société s'est plutôt fondée sur son appréciation effectuée lorsqu'elle appliquait IAS 17 et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

Activités de location de la Société et méthode de comptabilisation

La Société loue diverses installations de production et des entrepôts, du matériel de production et du mobilier, du matériel de bureau et du matériel roulant. Les contrats de location sont généralement établis pour des périodes fixes d'une durée de 2 à 5 ans, mais peuvent être assortis d'options de prolongations (décrites ci-après). Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location ne comportent pas de clauses restrictives, mais les biens loués ne peuvent pas servir de garantie à des emprunts.

Jusqu'à la clôture de l'exercice 2018, les contrats de location d'immobilisations corporelles étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets de tout incitatif reçu du bailleur) étaient comptabilisés en résultat net selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Chaque paiement de loyer est réparti entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est comptabilisée en résultat net sur la durée du contrat de location de manière à ce que soit appliqué pour chaque période un taux d'intérêt constant au solde de l'obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien ou sur la durée du contrat de location, si elle est plus courte.

Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée. Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par le preneur.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui se compose de ce qui suit :

- le montant correspondant à l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- les coûts directs initiaux;
- les coûts de remise en état.

Les paiements associés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges dans le résultat net selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Options de prolongation

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a également adopté la nouvelle norme comptable IFRIC 23, qui contient des indications sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. La Société a conclu que l'application de cette nouvelle norme n'a pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

4. Créances

	2019	2018
	\$	\$
Créances clients, montant brut	24 837	19 100
Correction de valeur pour pertes (note 24)	(120)	(97)
Créances clients	24 717	19 003
Taxes de vente à recouvrer	3 261	3 238
Autres créances	499	743
Total des créances	28 477	22 984

Toutes les créances de la Société sont à court terme. La valeur comptable nette des créances correspond à une estimation raisonnable de la juste valeur.

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que le calcul de la correction de valeur pour pertes sont présentés à la note 24.

La plupart des créances sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 11).

5. Stocks

	2019	2018
	\$	\$
Matières premières	27 228	32 912
Produits finis	56 139	63 977
Total des stocks	83 367	96 889

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, un montant total de 85 922 \$ au titre des stocks a été passé en charges dans le coût des ventes (97 598 \$ pour 2018).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune dépréciation antérieurement comptabilisée n'a été reprise et portée en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une dépréciation antérieurement comptabilisée de 3 061 \$ a été reprise et portée en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus (néant pour le secteur Matériaux écologiques et 3 061 \$ pour le secteur Matériaux électroniques).

La majorité des stocks sont donnés en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 11).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Mobilier, matériel de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2017	18 450	34 253	1 976	1 928	56 607
Ajouts	676	7 480	1 291	70	9 517
Sorties	(615)	-	-	-	(615)
Amortissement	(1 026)	(6 130)	(495)	(311)	(7 962)
Incidence des variations du taux de change et autres	(144)	(98)	(8)	-	(250)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	17 341	35 505	2 764	1 687	57 297
Ajouts	535	8 765	690	-	9 990
Sorties	(32)	(9)	(7)	-	(48)
Amortissement	(1 055)	(6 585)	(649)	(360)	(8 649)
Incidence des variations du taux de change et autres	891	(890)	(1)	-	-
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	17 680	36 786	2 797	1 327	58 590
Au 31 décembre 2018					
Coût	22 640	60 319	3 100	3 334	89 393
Cumul des amortissements	(5 299)	(24 814)	(336)	(1 647)	(32 096)
Valeur comptable nette	17 341	35 505	2 764	1 687	57 297
Au 31 décembre 2019					
Coût	23 907	66 934	3 693	3 334	97 868
Cumul des amortissements	(6 227)	(30 148)	(896)	(2 007)	(39 278)
Valeur comptable nette	17 680	36 786	2 797	1 327	58 590

Au 31 décembre 2019, les immobilisations corporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 3 316 \$ (5 042 \$ en 2018) (principalement du matériel de production).

La plupart des immobilisations corporelles sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 11).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

7. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Matériel de bureau et matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	6 342	454	356	7 152
Ajouts	-	187	185	372
Modifications apportées à des contrats de location	-	(4)	-	(4)
Amortissement	(1 103)	(169)	(198)	(1 470)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	5 239	468	343	6 050
Au 31 décembre 2019				
Coût	6 342	637	541	7 520
Cumul des amortissements	(1 103)	(169)	(198)	(1 470)
Valeur comptable nette	5 239	468	343	6 050

Obligations locatives

	2019
	\$
Partie courante	1 469
Partie non courante	4 767
Total des obligations locatives au 31 décembre 2019	6 236

Montants comptabilisés en résultat net :

	2019
	\$
Intérêts sur les obligations locatives ¹	296
Charges relatives à des contrats de location à court terme ²	114
Charges relatives à des contrats de location de biens de faible valeur, à l'exclusion des contrats de location de biens de faible valeur à court terme ²	258

¹⁾ Inclus dans les charges financières.

²⁾ Inclues dans le coût des ventes et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

8. Immobilisations incorporelles

	Technologie	Logiciels, propriété intellectuelle et frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2017	2 189	8 667	10 856
Ajouts	-	1 198	1 198
Sorties et autres	-	(7)	(7)
Amortissement	(219)	(629)	(848)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	1 970	9 229	11 199
Ajouts	-	815	815
Sorties et autres	-	(4)	(4)
Amortissement	(219)	(801)	(1 020)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	1 751	9 239	10 990
Au 31 décembre 2018			
Coût	2 189	12 103	14 292
Cumul des amortissements	(219)	(2 874)	(3 093)
Valeur comptable nette	1 970	9 229	11 199
Au 31 décembre 2019			
Coût	2 189	12 894	15 083
Cumul des amortissements	(438)	(3 655)	(4 093)
Valeur comptable nette	1 751	9 239	10 990

Au 31 décembre 2019, les immobilisations incorporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à néant (5 814 \$ en 2018). Les frais de développement, qui comprennent des coûts inscrits à l'actif de 10 625 \$ (9 973 \$ en 2018), ont trait essentiellement aux immobilisations incorporelles générées en interne.

9. Autres actifs

	2019	2018
	\$	\$
Coûts différés	475	648
Autre	699	756
Total des autres actifs	1 174	1 404

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

10. Dettes fournisseurs et charges à payer

	2019	2018
	\$	\$
Dettes fournisseurs ¹	17 786	21 647
Charges à payer	14 280	17 602
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	32 066	39 249

¹⁾ En 2019, la Société a reclassé un montant de 6 320 \$ des autres passifs aux dettes fournisseurs à la suite de la conclusion d'une nouvelle entente avec un client.

11. Dette bancaire et dette à long terme

a) Dette bancaire

La Société a négocié une ligne de crédit en renminbis (« RMB ») auprès d'une institution financière en Chine. Cette ligne de crédit est garantie par certains actifs de la Société en Chine. La ligne de crédit porte intérêt au taux de base du RMB majoré de 2 %.

	2019		2018	
	Monnaie contractuelle	Monnaie de présentation	Monnaie contractuelle	Monnaie de présentation
	RMB	\$ US	RMB	\$ US
Crédit disponible	10 000	1 431	10 000	1 454
Montant emprunté	-	-	-	-

b) Dette à long terme

	2019	2018
	\$	\$
Facilité renouvelable garantie de premier rang de 79 000 \$ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en avril 2022 ¹	30 000	30 000
Prêt subordonné à terme non garanti, échéant en mars 2023 ²	25 000	-
Emprunt à terme ne portant pas intérêt, remboursable sous certaines conditions, échéant en 2023 – si l'emprunt n'est pas remboursé en totalité d'ici la fin de 2023, le solde sera radié ³	107	175
	55 107	30 175
Moins la partie courante de la dette à long terme	107	175
	55 000	30 000

¹⁾ En avril 2018, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 79 000 \$ échéant en avril 2022. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30 000 \$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4 000 \$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang / BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

²⁾ En février 2019, un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5 000 \$ le 6 février 2019 et 20 000 \$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

³⁾ Cet emprunt à terme est classé comme dette à court terme puisque ces montants peuvent devenir payables sur demande.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

12. Débentures convertibles

En juin 2014, la Société a émis pour 60 000 \$ CA (55 266 \$ US) de débentures subordonnées convertibles et non garanties et une option de surallocation additionnelle de 6 000 \$ CA (5 580 \$ US), pour un total de 66 000 \$ CA (60 846 \$ US). Les débentures subordonnées convertibles et non garanties portaient intérêt à un taux de 5,75 % par année, payable semestriellement le 30 juin et le 31 décembre, à compter du 31 décembre 2014. Les débentures étaient convertibles au gré du porteur en actions ordinaires de la Société à un prix de conversion de 6,75 \$ CA l'action, correspondant à un taux de conversion de 148,1 actions ordinaires pour chaque tranche de capital de 1 000 \$ CA de débentures convertibles. Les débentures convertibles sont venues à échéance le 30 juin 2019 et auraient pu être remboursées par la Société, dans certaines circonstances, après le 30 juin 2017.

L'option de conversion des débentures a été comptabilisée à titre de passif dérivé (note 16). Conformément aux IFRS, une obligation d'émettre des actions à un prix qui n'est pas établi dans la monnaie fonctionnelle de la Société doit être classée comme un passif dérivé et évaluée à sa juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les variations de la juste valeur de l'option de conversion des débentures à l'état du résultat net consolidé.

La juste valeur de l'option de conversion des débentures, soit l'option de conversion des débentures du porteur assujettie aux options de remboursement anticipé de la Société, a été estimée à l'aide d'une méthode pour l'établissement des prix des obligations convertibles au moyen d'une approche fondée sur les équations aux dérivées partielles, ou modèle du treillis binominal, en tenant compte des hypothèses suivantes : volatilité moyenne prévue de 40 %; dividende par action prévu de néant; écart de taux propre à la Société et durée de vie prévue de cinq ans. Par conséquent, la juste valeur initiale du passif représentant l'option de conversion des débentures pour les deux tranches de l'émission des débentures a été estimée à 10 484 \$ CA (9 666 \$ US). Les hypothèses ont été passées en revue au moment de l'évaluation au 31 décembre 2018 et sont demeurées en grande partie identiques. Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir la débenture libellée en dollars canadiens convertible en dollars américains (note 16).

Rachat du 28 juin 2018

La Société a procédé au rachat d'une partie de ses débentures subordonnées convertibles et non garanties à 5,75 % échéant le 30 juin 2019 pour un montant en principal total de 40 000 \$ CA. Le même jour, la Société a emprunté 30 000 \$ aux termes de sa facilité de crédit renouvelable de premier rang pour rembourser une partie des débentures selon des conditions avantageuses, réduisant ainsi le coût actuel de la dette brute.

De ce fait, la Société a annulé la désignation d'une tranche d'une valeur nominale de 40 000 \$ CA du swap de devises connexe et a reclassé le profit net de 79 \$, représentant les variations nettes cumulées des couvertures de flux de trésorerie, des autres éléments du résultat global pour le porter dans le profit réalisé lié à l'annulation de la désignation en 2018 puisque les flux de trésorerie anticipés qui y sont associés ne sont plus susceptibles de se réaliser.

Après le rachat anticipé des débentures convertibles d'un montant en principal total de 40 000 \$ CA, des intérêts théoriques anticipés de 1 490 \$ ont été comptabilisés en charges en 2018.

Rachat du 28 mars 2019

La Société a procédé au rachat de la totalité de ses débentures subordonnées convertibles et non garanties à 5,75 % échéant le 30 juin 2019 en circulation pour un montant en principal total de 26 000 \$ CA. Le 22 mars 2019, la Société a prélevé la deuxième tranche de 20 000 \$ de son nouveau prêt à terme pour rembourser les débentures en circulation. Au 31 décembre 2019, il ne restait aucune débenture convertible en circulation.

De ce fait, la Société a annulé la désignation de la tranche restante d'une valeur nominale de 26 000 \$ CA du swap de devises connexe et a reclassé la perte nette de 145 \$, représentant les variations nettes cumulées des couvertures de flux de trésorerie, des autres éléments du résultat global pour la porter dans la perte réalisée liée à l'annulation de la désignation dans l'état du résultat net consolidé.

Après le rachat des débetures convertibles d'un montant en principal de 26 000 \$ CA, des intérêts théoriques anticipés de 267 \$ ont été comptabilisés en charges en 2019.

13. Obligation au titre du régime d'avantages du personnel

La Société a établi un régime de retraite à prestations définies en Allemagne, fondé sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service. Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise d'Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

	2019	2018
	\$	\$
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	15 398	14 619

Les variations de l'obligation au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Début de l'exercice	14 619	15 396
Coût des services rendus au cours de l'exercice	86	88
Coût financier	265	282
Incidence des variations du taux de change	(277)	(687)
Prestations versées	(664)	(660)
Écarts actuariels	1 369	200
Fin de l'exercice	15 398	14 619

Les principales hypothèses actuarielles aux 31 décembre se présentent comme suit :

	2019	2018
Taux d'actualisation	1,2 %	1,9 %
Taux de croissance des salaires	2,0 %	2,0 %
Taux de croissance des retraites	1,8 %	1,8 %

Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables de mortalité intitulées « Richttafeln 2018 G » du professeur Klaus Heubeck, qui sont utilisées comme données biométriques de base selon l'âge anticipé de la retraite conformément à la loi *RV-Altersgrenzenanpassungsgesetz* datée du 20 avril 2007.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. L'incidence sur chaque régime de la variation d'une hypothèse est pondérée proportionnellement au total des obligations de retraite pour établir l'incidence totale de chaque hypothèse présentée.

	Incidence sur l'obligation au titre des prestations définies		
	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,50 %	(6,49) %	7,26 %
Taux de croissance des salaires	0,50 %	0,49 %	(0,48) %
Taux de croissance des retraites	0,50 %	6,02 %	(5,51) %
		Augmentation de l'hypothèse de 1 an	Diminution de l'hypothèse de 1 an
Espérance de vie		4,42 %	(3,88) %

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies est de 13,67 ans (13,20 ans en 2018).

L'analyse des échéances prévues du passif au titre des prestations définies non actualisé se présente comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Moins de 1 an	695	668
De 1 an à 5 ans	2 795	2 772
Plus de 5 ans	14 824	15 774
Total	18 314	19 214

Les cotisations qui devraient être versées aux régimes de retraite pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 s'élèvent à 695 \$.

14. Autres passifs

	Produits différés	Autre	Total
	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2017	6 210	226	6 436
Ajouts	120	-	120
Montants utilisés	-	(11)	(11)
Au 31 décembre 2018	6 330	215	6 545
Reclassement aux dettes fournisseurs et charges à payer (note 10)	(6 320)	-	(6 320)
Montants utilisés	(10)	(20)	(30)
Au 31 décembre 2019	-	195	195

15. Impôt sur le résultat

	2019	2018
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt exigible pour l'exercice	2 571	3 723
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	(384)	(2 875)
Total de l'impôt exigible	2 187	848
Impôt différé :		
Comptabilisation et résorption des différences temporaires	402	(125)
Comptabilisation d'actifs d'impôt non comptabilisés antérieurement	(541)	(1 609)
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	-	830
Total de l'impôt différé	(139)	(904)
Charge (recouvrement) d'impôt	2 048	(56)

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat, calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi au Canada, et de l'impôt sur le résultat comme présenté :

	2019	2018
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	3 833	13 916
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	26,6 %	26,7 %
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi au Canada	1 020	3 716
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Pertes non comptabilisées reportées en avant	1 013	(258)
Comptabilisation d'actifs d'impôt non comptabilisés antérieurement	(541)	(1 609)
Charge non déductible (gain non imposable) à des fins fiscales	428	217
Écart de change non déductible (non imposable)	451	(205)
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	81	135
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	(384)	(2 045)
Autre	(20)	(7)
Charge (recouvrement) d'impôt	2 048	(56)

Pour la Société, le taux d'impôt applicable prévu par la loi au Canada correspond aux taux combinés canadiens applicables à la compétence fiscale dont dépend la Société dans l'exercice de ses activités.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks	Immobilisations incorporelles		Perte reportée en avant	Obligation au titre des prestations de retraite		Divers	Total	Compensation par compétence fiscale	
	\$	\$		\$	\$		\$	\$			\$	\$
Au 31 décembre 2017	2 004	1 957	620	1 469	3 041	2 311	11 402					6 891
Montant comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(883)	(755)	(313)	1 523	502	(534)	(460)					(4 511)
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	63	-	63					
Au 31 décembre 2018	1 121	1 202	307	2 992	3 606	1 777	11 005					7 872
Montant comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	246	(415)	-	143	(180)	(745)	(951)					
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	432	-	432					
Au 31 décembre 2019	1 367	787	307	3 135	3 858	1 032	10 486					8 425

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks	Immobilisations incorporelles		Débiteures convertibles	Divers	Total	Compensation par compétence fiscale		
	\$	\$		\$	\$				\$	\$	
Au 31 décembre 2017	1 031	75	873	2 717	66	4 762				251	
Montant comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	747	64	(295)	(1 956)	76	(1 364)					
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	1	-	1					
Au 31 décembre 2018	1 778	139	578	762	142	3 399				266	
Montant comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(285)	(47)	(12)	(783)	37	(1 090)					
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	21	-	21					
Au 31 décembre 2019	1 493	92	566	-	179	2 330				(2 061)	269

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Début de l'exercice	7 606	6 640
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	411	62
Montant comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	139	904
Fin de l'exercice	8 156	7 606

Des actifs d'impôt différé de 3 488 \$ (2 927 \$ en 2018), inclus à l'état de la situation financière consolidé, reposent sur les bénéficiaires imposables futurs projetés pour les entités qui ont subi une perte au cours de la période considérée.

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur les résultats non distribués de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Le total du résultat non distribué s'élevait à 25 793 \$ au 31 décembre 2019 (16 343 \$ en 2018).

Au 31 décembre 2019, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée sont les suivantes :

	\$	Échéance
Royaume-Uni	3 170	Aucune limite
Belgique	41 765	Aucune limite
États-Unis	31 675	Aucune limite
Hong Kong	14 144	Aucune limite
Chine	3 976	2020-2024

Au 31 décembre 2019, la Société comptait d'autres différences temporaires déductibles de 329 \$ à l'égard desquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée (425 \$ en 2018).

16. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit de l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs financiers et passifs financiers.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments;
- La juste valeur des instruments dérivés, qui comprennent un swap de devises et un swap sur actions, est calculée à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon une courbe de rendement des taux d'intérêt appropriée, le taux de change et le cours de l'action. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture. Les instruments dérivés tiennent compte du montant estimé que la Société recevra ou aura à payer pour régler les contrats à la date de clôture;
- La juste valeur de l'option de conversion des débetures est décrite à la note 12;
- La juste valeur de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen du taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires; et
- La juste valeur des débetures convertibles est basée sur les prix cotés observables sur les marchés actifs.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, aux 31 décembre 2019 et 2018 :

Au 31 décembre 2019					Valeur comptable	Juste valeur
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés dans une relation de couverture	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	20 065	-	-	20 065	20 065
Créances	-	28 477	-	-	28 477	28 477
Autres actifs courants	4 862	-	-	-	4 862	4 862
Total	4 862	48 542	-	-	53 404	53 404
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	32 066	-	32 066	32 066
Partie courante de la dette à long terme	-	-	107	-	107	107
Dettes à long terme	-	-	55 000	-	55 000	55 000
Total	-	-	87 173	-	87 173	87 173

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Au 31 décembre 2018					Valeur comptable	Juste valeur
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés dans une relation de couverture	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	26 724	-	-	26 724	26 724
Créances	-	22 984	-	-	22 984	22 984
Autres actifs courants	5 835	-	-	-	5 835	5 835
Total	5 835	49 708	-	-	55 543	55 543
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	39 249	-	39 249	39 249
Passifs financiers dérivés	-	-	-	197	197	197
Partie courante de la dette à long terme	-	-	175	-	175	175
Partie courante des débitures convertibles	-	-	18 571	-	18 571	19 062
Dette à long terme	-	-	30 000	-	30 000	30 000
Total	-	-	87 995	197	88 192	88 683

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées pour les évaluations, et ses niveaux se présentent comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les instruments financiers, par niveau, évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé :

Au 31 décembre 2019	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs (passifs) financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur actions (note 21) ¹	-	4 862	-
Total	-	4 862	-

Au 31 décembre 2018	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs (passifs) financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur actions (note 21) ¹	-	5 835	-
Dérivés désignés dans une relation de couverture			
Swap de devises ²	-	(197)	-
Total	-	5 638	-

¹ En juin 2017, la Société a conclu, avec une grande institution financière canadienne, un swap sur actions en vue de réduire l'exposition de ses bénéficiaires aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Aux termes de ce swap, la Société obtient les avantages économiques de l'appréciation du cours de l'action, tout en effectuant des paiements à l'institution financière au titre des coûts de financement engagés par l'institution et de toute moins-value du cours de l'action. Le swap sur actions permet de contrebalancer en partie les fluctuations du cours de l'action de la Société se répercutant sur le coût des régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Au 31 décembre 2019, le swap sur actions visait 2 571 569 actions ordinaires de la Société. La juste valeur de ce dépôt indexé est comptabilisée dans les autres actifs courants.

² Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises visant les débetures convertibles libellées en dollars canadiens d'un montant nominal de 66 000 \$ CA, portant intérêt à un taux de 5,75 % par année, payable semestriellement le 30 juin et le 31 décembre. Aux termes de ce swap de devises, la Société a échangé les paiements d'intérêts et le remboursement du capital selon les mêmes modalités et a désigné le swap comme couverture des flux de trésorerie contre les fluctuations des flux de trésorerie prévus en équivalent de la monnaie fonctionnelle, le dollar américain, sur la dette. Selon les modalités, à chaque date de paiement de l'intérêt, la Société a reçu 5,75 % d'un montant nominal de 66 000 \$ CA et a payé 6,485 % d'un montant nominal de 48 889 \$ US.

Le 28 juin 2018, après le rachat d'une partie des débetures convertibles, la Société a annulé la désignation d'une tranche d'une valeur nominale de 40 000 \$ CA du swap de devises connexe et l'a réglée.

Le 28 mars 2019, après le rachat de la totalité des débetures convertibles, la Société a annulé la désignation de la tranche restante d'une valeur nominale de 26 000 \$ CA du swap de devises connexe (note 12).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

17. Secteurs opérationnels

Les tableaux qui suivent présentent les informations revues par le principal décideur opérationnel de la Société pour l'analyse de la performance :

	2019	2018
	\$	\$
Matériaux écologiques	114 690	136 981
Matériaux électroniques	81 281	81 014
Total des produits	195 971	217 995
Matériaux écologiques	10 993	12 517
Matériaux électroniques	19 581	29 226
Siège social et montants non affectés	(8 624)	(9 393)
BAlIA ajusté¹	21 950	32 350
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	4 079	6 295
Charge de rémunération à base d'actions	2 583	3 298
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration (note 26)	-	316
Pertes de change et au titre de dérivés	316	225
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	(510)
Amortissement	11 139	8 810
Résultat avant impôt sur le résultat	3 833	13 916

¹⁾ Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement, charge de rémunération à base d'actions, profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et charges financières (produits financiers).

	2019	2018
Dépenses en immobilisations		
	\$	\$
Matériaux écologiques	5 284	4 850
Matériaux électroniques	4 000	5 248
Siège social et montants non affectés	163	-
Total	9 447	10 098

	2019	2018
Actifs excluant les actifs d'impôt différé		
	\$	\$
Matériaux écologiques	90 771	96 856
Matériaux électroniques	112 023	113 995
Siège social et montants non affectés	18 723	18 334
Total	221 517	229 185

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients de cette dernière pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2019 et 2018 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	2019	2018
	\$	\$
Asie		
Chine	6 305	5 592
Japon	3 361	4 590
Autre ¹	44 063	52 015
Amériques		
États-Unis	53 220	50 751
Autre	13 446	19 083
Europe		
Allemagne	22 300	29 097
France	6 600	7 691
Royaume-Uni	3 955	4 805
Autre ¹	35 871	37 110
Autre	6 850	7 261
Total	195 971	217 995

Actifs non courants (excluant les actifs d'impôt différé)	2019	2018
	\$	\$
Asie ¹	15 447	15 942
États-Unis	15 159	9 896
Canada	18 119	18 543
Europe		
Belgique	9 796	8 159
Allemagne	18 283	17 360
Total	76 804	69 900

¹ Aucun n'excédant 10 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, un client représentait environ 24 % des produits (22 % pour 2018); celui-ci est inclus dans les produits du secteur Matériaux électroniques.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

18. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	2019	2018
	\$	\$
Diminution (augmentation) des actifs :		
Créances	(5 516)	2 684
Stocks	13 522	(6 242)
Impôt sur le résultat à recevoir	(542)	1 254
Autres actifs courants	(582)	796
(Diminution) augmentation des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(15 567)	(21 333)
Impôt sur le résultat à payer	(4 358)	(3 607)
Variation nette	(13 043)	(26 448)

b) Le rapprochement des actifs/passifs découlant des activités de financement se présente comme suit :

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2019
	31 décembre 2018	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	30 175	24 925	-	7	-	-	55 107
Débetures convertibles ¹	18 571	(19 259)	496	192	-	-	-
Swap de devises ¹	197	-	-	-	(197)	-	-
Obligations locatives	-	(1 605)	296	41	-	7 504 ²	6 236
Produits différés	6 330	-	-	-	-	(6 330)	-
Total du passif net découlant des activités de financement	55 273	4 061	792	240	(197)	1 174	61 343

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2018
	31 décembre 2017	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	271	29 922	-	-	(18)	-	30 175
Débetures convertibles ¹	48 768	(29 714)	3 146	-	(3 629)	-	18 571
Swap de devises ¹	(3 602)	-	-	-	-	3 799	197
Produits différés	6 210	120	-	-	-	-	6 330
Total du passif net découlant des activités de financement	51 647	328	3 146	(3 647)	3 799	3 799	55 273

¹⁾ Les règlements des intérêts sont reflétés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

²⁾ Comportaient un montant de 7 152 \$ à la suite de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 (note 3).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

c) Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie consolidés, soit incluses dans ceux-ci :

	2019	2018
	\$	\$
Exclusion des ajouts impayés à la fin de l'exercice : Ajouts d'immobilisations corporelles	1 012	469
Inclusion des ajouts impayés au début de l'exercice : Ajouts d'immobilisations corporelles	469	1 050
Exclusion d'un montant reclassé des autres passifs aux dettes fournisseurs et charges à payer à la suite de la conclusion d'une nouvelle entente avec un client (notes 10 et 14)	6 320	-
Exclusion des ajustements comptabilisés au moment de l'adoption d'IFRS 16 : Ajustements des actifs au titre de droits d'utilisation (note 3)	7 152	-

19. Capital-actions

Autorisé :

- Un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action; et
- Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Aux 31 décembre 2019 et 2018, aucune action privilégiée n'avait été émise.

Le 11 février 2019, les actionnaires de la Société ont approuvé une résolution spéciale selon laquelle le capital déclaré des actions ordinaires de 5N Plus peut être réduit et porté à 5 000 \$, et le montant de la réduction peut être ajouté au surplus d'apport de la Société, conformément au paragraphe 38(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« réduction du capital déclaré »). Par conséquent, le capital-actions a été réduit, et le surplus d'apport a été augmenté de 338 478 \$. Cette opération n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

Le 27 février 2019, la Bourse de Toronto a approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle la Société a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 3 515 926 actions ordinaires du 1^{er} mars 2019 au 29 février 2020.

En 2019, la Société a racheté et annulé 1 696 733 actions ordinaires à un prix moyen de 2,35 \$ pour un montant total de 3 990 \$. Un montant de 101 \$ a été comptabilisé en diminution du capital-actions, et le solde de 3 889 \$ a été porté en diminution du déficit.

20. Résultat par action

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat de base et dilué par action :

Numérateurs	2019	2018
	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	1 785	13 972
Résultat net pour l'exercice	1 785	13 972

Dénominateurs	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	83 777 410	84 243 976
Effet dilutif :		
Options sur actions	181 689	446 764
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	83 959 099	84 690 740

Au 31 décembre 2019, 391 791 options sur actions au total ont été exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, du fait de leur effet antidilutif en raison du cours de l'action de la Société.

Au 31 décembre 2018, 379 291 options sur actions au total ont été exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, du fait de leur effet antidilutif en raison du cours de l'action de la Société. C'est également le cas pour les débetures convertibles.

21. Rémunération à base d'actions

Régime d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes (« ancien régime d'unités d'actions restreintes ») qui s'ajoute au régime d'options d'achat d'actions. Les changements mineurs apportés à l'ancien régime d'unités d'actions restreintes ont été adoptés par le conseil d'administration en mai 2013. Toutefois, le 4 novembre 2015, le conseil d'administration a mis fin à l'ancien régime d'unités d'actions restreintes pour le remplacer par le nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (comme défini ci-après). Par conséquent, aucune unité d'actions restreinte additionnelle ne sera créditée aux comptes des participants selon l'ancien régime d'unités d'actions restreintes. Seules les unités d'actions restreintes attribuées auparavant continueront d'être acquises et d'être réglées selon les termes de l'ancien régime d'unités d'actions restreintes. L'ancien régime d'unités d'actions restreintes permettait à la Société d'attribuer aux participants admissibles des unités d'actions fictives qui s'acquièrent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées dans le passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces attributions est fondée sur la juste valeur des unités d'actions attribuées et est passée en charges sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période.

Au 31 décembre 2019, il n'y avait aucune unité d'action restreinte en circulation (aucune en 2018). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société n'a attribué aucune unité d'action restreinte, elle en a réglé 215 167 et 833 ont été annulées par déchéance.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « nouveau régime ») pour remplacer l'ancien régime d'unités d'actions restreintes, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à maintenir en poste les personnes les plus compétentes pour agir à titre d'employés, d'administrateurs ou de dirigeants de la Société et de ses entreprises liées et de promouvoir un meilleur alignement des intérêts entre ces employés, ces administrateurs, ces dirigeants et les actionnaires de la Société. Le nouveau régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Dans le cas d'un licenciement motivé par la Société ou d'une démission volontaire du participant avant la fin d'un cycle de rendement, toutes les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance, à la date à laquelle le participant est informé de son licenciement ou démissionne.

Dans le cas d'une cessation d'emploi non motivée par la Société, par exemple, si le participant est considéré comme étant en congé d'invalidité à long terme ou si le participant prend sa retraite avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies à la date de la cessation d'emploi sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin du cycle de rendement et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Dans le cas du décès du participant avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin de l'exercice précédant le décès du participant et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises selon le nouveau régime s'élève à 5 000 000. Les actions ordinaires relatives aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement devant être réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires, mais qui ont fait l'objet d'une renonciation ou qui ont été annulées ou réglées au comptant, doivent être disponibles pour les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement pouvant être attribuées par la suite aux termes de ce régime. Aucune unité d'actions restreinte ou unité d'actions liée au rendement devant être réglée au moyen de l'émission d'actions ordinaires ne peut être attribuée à un participant sauf si le nombre d'actions ordinaires : a) émises à des « initiés » au cours d'une période de un an donnée; et b) pouvant être émises à des « initiés » en tout temps aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société, ne peut dépasser 10 % du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, dans le cadre du nouveau régime, la Société a attribué 248 543 unités d'actions restreintes (393 897 pour 2018), elle en a réglé 1 157 099 (28 361 pour 2018) et 81 042 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (67 370 pour 2018). Au 31 décembre 2019, 864 428 unités d'actions restreintes étaient en circulation (1 854 026 pour 2018) dans le cadre du nouveau régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a attribué 430 000 unités d'actions liées au rendement (aucune pour 2018) et elle en a réglé 166 667 (aucune pour 2018). Au 31 décembre 2019, 763 333 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (500 000 pour 2018).

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers, qui a été légèrement modifié le 7 novembre 2012 par la Société et est devenu un régime de droits à l'appréciation d'actions qui permet à la Société d'attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés étrangers qui y sont admissibles des options sur actions fictives. Les droits à l'appréciation d'actions ont généralement une durée de six ans et s'acquièrent de façon égale sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année à compter de l'exercice suivant la date d'attribution des droits à l'appréciation d'actions. Le montant versé en trésorerie est égal à la somme des différences positives entre le cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'exercice et le prix d'attribution de chaque droit à l'appréciation d'actions racheté.

Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a attribué 177 849 droits à l'appréciation d'actions (223 762 pour 2018), elle en a réglé 31 651 (46 500 pour 2018), 15 000 ont expiré (14 995 pour 2018) et 67 502 ont été annulés par déchéance (106 500 pour 2018). Au 31 décembre 2019, 842 158 droits à l'appréciation d'actions étaient en circulation (778 462 en 2018).

Régime d'unités d'actions différées

Le 7 mai 2014, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées, qui permet à la Société d'attribuer des unités d'actions fictives à des administrateurs et à des membres de la direction et employés clés désignés par le conseil, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder des personnes possédant la meilleure combinaison de compétences et d'expérience pour siéger au conseil d'administration de la Société ou pour intégrer l'équipe de direction. Les unités d'actions différées s'acquièrent en totalité à leur date d'attribution (sauf les 400 000 unités d'actions différées attribuées au chef de la direction de la Société le 2 mars 2016 dont les droits ont été acquis le 2 mars 2019) et sont payables au comptant à la date à laquelle le bénéficiaire désigné cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société. Le montant versé au comptant est égal au cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de paiement des unités d'actions différées. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a attribué 529 985 unités d'actions différées (199 823 pour 2018) et elle n'en a réglé aucune (aucune pour 2018). Au 31 décembre 2019, 2 034 380 unités d'actions différées étaient en circulation (1 504 395 en 2018).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000 dans le nouveau régime. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2019 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2019		2018	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 490 541	2,32	2 224 747	2,20
Attribuées	123 016	3,43	143 335	2,71
Exercées	(488 500)	1,98	(708 750)	1,92
Annulées par déchéance	(193 016)	2,61	(137 704)	2,54
Expirées	-	-	(31 087)	3,61
En circulation à la fin de l'exercice	932 041	2,58	1 490 541	2,32
Exerçables à la fin de l'exercice	632 360	2,65	726 750	2,75

Le tableau suivant présente les options sur actions en circulation au 31 décembre 2019 :

	Prix d'exercice		Nombre d'options	
	Bas	Élevé	Exerçables	En circulation
	\$ CA	\$ CA		
Mars à août 2020	3,33	4,29	212 000	212 000
Mars 2021	2,40	2,40	124 500	124 500
Mars 2022	1,65	1,65	202 500	258 750
Février 2023	1,75	1,75	68 000	157 000
Février 2024	2,71	2,71	25 360	95 271
Mars 2025	3,43	3,43	-	84 520
			632 360	932 041

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque.

Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs moyennes à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

	2019	2018
Volatilité prévue du cours de l'action	48 %	53 %
Dividende	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt sans risque	1,81 %	2,03 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	1,35 \$ CA	1,16 \$ CA

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions, comptabilisée à l'état du résultat net consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

Charge	2019	2018
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	759	1 395
Unités d'actions liées au rendement	495	575
Droits à l'appréciation d'actions	(49)	241
Unités d'actions différées	(23)	866
Options sur actions	152	345
Swap sur actions	1 249	(124)
Total	2 583	3 298

En juin 2017, la Société a conclu un swap sur actions en vue de réduire l'exposition de ses bénéficiaires aux fluctuations du cours de son action, étant donné que cette exposition a une incidence sur l'évaluation des unités d'actions différées, des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions restreintes et des droits à l'appréciation d'actions. La juste valeur de ce dépôt indexé est comptabilisée dans les autres actifs courants. Toute autre variation de la juste valeur est comptabilisée dans la charge de rémunération à base d'actions (note 16).

Les montants suivants ont été comptabilisés :

Passif	2019	2018
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	1 040	3 144
Unités d'actions liées au rendement	1 109	995
Droits à l'appréciation d'actions	560	585
Unités d'actions différées	3 515	3 369
Total	6 224	8 093
Valeur intrinsèque des unités dont les droits étaient acquis	4 599	4 064

22. Engagements et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2019, dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant de 430 \$ (422 \$ en 2018).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

23. Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des transactions avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont réglés en trésorerie.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

	2019	2018
	\$	\$
Salaires	2 121	3 148
Rémunération à base d'actions et autres	1 153	3 503
Total	3 274	6 651

24. Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

a) Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellées en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2019 :

	2019					
	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	605	3 122	1 136	724	161	59
Créances	1 007	6 558	-	1 315	3	251
Autres actifs courants	4 862	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(9 202)	(7 496)	(65)	(62)	(242)	(411)
Dettes à long terme	(107)	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(756)	(746)	-	-	(25)	(93)
Actifs (passifs) financiers nets	(3 591)	1 438	1 071	1 977	(103)	(194)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2019 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(180)	72	54	99	(5)	(10)
Affaiblissement de 5 %	180	(72)	(54)	(99)	5	10

À l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2019, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de la partie courante de sa dette à long terme et sa dette à long terme, constituées de créances subordonnées, soient à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 300 \$ sur le résultat net de la Société sur une période de 12 mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2019.

c) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

Le tableau suivant présente le compte de correction de valeur pour pertes attendues pour la durée de vie des créances clients au 31 décembre 2019 :

				2019
	Courant	En souffrance depuis plus de 30 jours	En souffrance depuis plus de 60 jours	Total
Taux de pertes attendues	-	1,9 %	7,5 %	
Valeur comptable brute	20 475	3 679	683	24 837
Correction de valeur pour pertes	-	69	51	120

Le tableau suivant présente un résumé des variations du compte de correction de valeur pour pertes au titre des créances clients :

	2019	2018
Début de l'exercice	\$ 97	\$ 126
Augmentation au cours de l'exercice	26	26
Créances clients irrécouvrables sorties du bilan au cours de l'exercice	(3)	-
Montants inutilisés repris	-	(55)
Fin de l'exercice	120	97

La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Les montants imputés au compte de correction de valeur pour pertes sont habituellement sortis lorsqu'on ne s'attend raisonnablement pas à les recouvrer.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent également exposer la Société à des pertes de crédit si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2019.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2019 :

	2019						Total
	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	32 066	32 066	-	-	-	-	32 066
Dettes à long terme	55 107	2 790	2 683	32 008	25 418	-	62 899
Obligations locatives	6 236	1 539	1 248	567	410	4 202	7 966
Total	93 409	36 395	3 931	32 575	25 828	4 202	102 931

25. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un rendement sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio emprunts/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (dette à long terme, débetures convertibles et swap de devises dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute nouvelle mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. Les capitaux propres correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires de 5N Plus inc. à l'état de la situation financière consolidé.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, les ratios emprunts/capitaux propres se présentent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Dettes à long terme, y compris la partie courante	55 107	30 175
Débetures convertibles	-	18 571
Swap de devises (note 16)	-	197
Total de la dette	55 107	48 943
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(20 065)	(26 724)
Dettes nettes	35 042	22 219
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	117 297	119 703
Ratio emprunts/capitaux propres	30 %	19 %

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

26. Charges, classées par nature

Les charges, classées par nature, se composent de ce qui suit :

	2019	2018
	\$	\$
Salaires	35 610	38 018
Charge de rémunération à base d'actions (note 21)	2 583	3 298
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (notes 6 et 8)	9 669	8 810
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	1 470	-
Amortissement des autres actifs	173	163
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(32)	(510)
Frais de recherche et de développement, déduction faite du crédit d'impôt	1 822	1 328
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	-	316 ¹

- 1) Au cours de l'exercice 2018, la Société a vendu sa participation dans la coentreprise Zhuhai Gallium Industry Co. Ltd., pour un montant de 417 \$, et a comptabilisé une perte de 360 \$. De plus, après la liquidation de son autre coentreprise, Ingal Stade GmbH, laquelle avait cessé ses activités de fabrication en 2016, la Société a reçu un montant de 238 \$ en trésorerie.

Comprennent également un produit non récurrent de 588 \$ lié à un montant à recevoir d'une entité juridique inactive pour laquelle aucune créance n'avait été comptabilisée étant donné l'incertitude s'y rattachant, ainsi que des indemnités de départ de 782 \$ découlant de la mise en place d'initiatives visant à optimiser la main-d'œuvre au cours de l'exercice dans le cadre de notre plan stratégique.

Conseil d'administration

Luc Bertrand

Président du conseil d'administration

Jean-Marie Bourassa

Président du comité d'Audit et gestion des risques

James T. Fahey

Membre des comités de Gouvernance et rémunération – Audit et gestion des risques

Jennie S. Hwang

Membre des comités de Gouvernance et rémunération – Audit et gestion des risques

Nathalie Le Prohon

Présidente du comité de Gouvernance et rémunération

Donald F. Osborne

Administrateur

Arjang J. (AJ) Roshan

Président et chef de la direction

Comité de direction

Arjang J. (AJ) Roshan

Président et chef de la direction

Richard Perron

Chef de la direction financière

Nicholas Audet

Vice-président directeur, Matériaux électroniques

Paul Tancell

Vice-président directeur, Matériaux écologiques

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs

5N Plus Inc.

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

T : 514-856-0644 F : 514-856-9611

invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations

5N Plus inc.

4385, rue Garand, Montréal, Québec H4R 2B4

It is also available on our website at www.5nplus.com

Assemblée annuelle – mise à jour

Le mercredi 6 mai 2020 à 10 h

Reconnaissant l'étendu des annulations des événements publics face à la pandémie de la COVID-19 et le besoin de protection des individus et du public, la Société tiendra une assemblée entièrement virtuelle, qui se déroulera par webdiffusion en direct à l'adresse <http://web.lumiagm.com/287802746>.



Photo des panneaux solaires sur la couverture gracieuseté de First Solar, Inc.



5N Plus Inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec) Canada
H4R 2B4

www.5nplus.com